

la Gueule ouverte



n° 243 / Hebdomadaire / 10 janvier 1979 / 5 FF

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB.

C'EST LA FIN DU MONDE !

**Que fait
le gouvernement ?!**

**UNE
SUBSTANCE
BLANCHE
TOMBE DU CIEL
ET BLOQUE
NOS VEHICULES**

● On en parlera en 79 (p. 4-5) ● L'histoire du plutonium (p. 7) ●
● Le fichage des gamins (p. 14-15) ● La lunaception (p. 16-17) ●

Cris et accouchement

L'année soixante-dix-huit aura été l'année d'une nouvelle religion : Naissance Sans Violence dont le pape-poète accoucheur s'appelle Leboyer ! Volez les anges ! et déjà s'expriment les enchantés et les déçus, le rituel et la messe Naissance Sans Violence n'est pas toujours celui de Saint-Leboyer ! Femmes très chères je me demande si nous ne sommes pas encore en train de nous faire « mal baisser » ! Vous souvenez-vous de cette histoire charmante du bon toubib qui, visitant une maternité russe et s'arrêtant au spectacle d'une femme accouchant apparemment sans souffrance, en déduisit que toutes les femmes devaient accoucher ainsi. Ce fut l'accouchement dit « sans douleur » et puis comme il y eut quelques voix pour dénoncer l'escroquerie on l'appela poétiquement « psychoprophylactique ».

J'ai eu l'immense plaisir d'accoucher quatre fois. La première fois je suivis avec foi et espérance les fameux cours, pour le jour béni je me suis tellement bien oxygénée qu'il a fallu m'endormir vu mon épuisement. Je me suis sentie profondément coupable d'avoir raté cette naissance j'ai essayé de comprendre comment cela avait pu se produire ; j'ai pas encore vraiment la réponse. Pour le second, pas plus angoissée que la première fois j'y allais sans préparation et quand je sentis la tête entre les jambes, cette poussée si puissante, si incroyable j'ai crié ; pas de douleur, non le cri sauvage, la sage-femme qui était belle et moderne me dit : « Vous allez pas gueuler comme un portugais ! » J'ai serré les dents, non je suis civilisée je ne vais pas... comme un portugais!!! Et puis entre deux naissances j'ai réfléchi. Dans le temps où les sages-femmes seules s'occupaient des naissances elles recommandaient de crier, et puis cette autre information apparemment sans rapport si certains danseurs et danseuses crient dans une danse très vive c'est pas pour faire joli mais pour libérer le souffle, l'énergie nécessaire.

D'autre part c'est quand les hommes se sont appropriés la naissance qu'on a demandé aux femmes de ne plus pleurer, de ne plus crier, « nous ne sommes pas des sauvages chère petite madame contrôlez-vous ? » la troisième j'ai pas eu le temps de crier

elle est née trop vite, mais pour la quatrième chère Joachina, chère Fatima je vous ai vengée, j'ai vécu mon accouchement comme j'avais envie, ceux qui se sont sentis gênés, ils sont sortis, j'ai gueulé parce que c'est très bon de gueuler, on n'a qu'à faire des salles d'accouchement insouffrantes, où réfléchir sur le contenu émotionnel du cri et des larmes. Médicalement mes accouchements ne se passent pas très bien mais j'ai vécu mes émotions sensuelles les plus fortes à ce moment là, je ne connais pas de caresse plus somptueusement douce que lorsque le placenta glisse dans le vagin endolori, cette caresse là c'est la mienne et personne ne peut m'en déposséder. De l'intérieur je peux dire que j'ai ressenti à chaque naissance la puissance monstrueuse de la vie. Comment peut-on vivre cela dites le moi ? Dans vingt ans un zozo fera de la bio-énergie pour les petits Leboyer névrosés de n'avoir pu crier à leur naissance. Il y en aura pour trouver cette vérité du moment sublime. Peut-on toujours se taire ?

Claire DANIEL ●

Nouvelles croisades

À propos de la « croisade des mots » (GO du 6/12). Deux solutions existentielles paraissent, mais ne me demandez pas lesquelles. J'ai pourtant relu l'article plusieurs fois... Mots croisés conviendrait mieux à ce qui est une vraie logorrhée. Il y avait un bel article à faire sur l'autonomie de l'individu dans notre société aliénante et sur la recherche de l'identité et même sur l'individuation. Point n'est besoin d'attendre la suite pour donner raison à l'auteur de l'article en ce qui concerne la confusion de son propos (mais pas seulement pour ce qui est de sa présentation de « l'idéologie naturaliste »).

Tout cela ne porterait pas de conséquence si n'y était mêlé l'analyse transactionnelle (AT). Il se trouve que je pratique l'AT, en apprécie hautement la clarté, la valeur libératrice et que... je sympathise avec la GO. Quelques remarques s'imposent donc de ma part.

Après nous avoir annoncé - et avec combien d'élégance - que « toute perception, tout jugement, sont orientés, désirants », M. Lambert semble vouloir revendiquer pour l'homme un statut d'incohé-

rence, d'indétermination. Entendre parler de la « cohérence du moi » le dérange. Cette cohérence ne saurait être qu'apparente, voyons. Mais, à propos, quelle est donc votre définition du « moi », M. Lambert ? Quant au statut, il vous est accordé bien volontiers, mais ne dégoûtez pas les autres pour qui il s'agit d'embellissement de la vie ! Ensuite, il nous demande pourquoi les explications qui nous servent à comprendre le délinquant ne nous servent pas à comprendre Giscard. Comment fondez-vous cette question, M. Lambert ?

Savez-vous que vous êtes à la limite de la disqualification quand vous insinuez que parler de lois et de cohérence dans la nature et en particulier en psychologie humaine serait, en quelque sorte, réducteur (régressif, dites-vous). Mais vous écrivez ensuite que l'individu fait partie de séries, qu'il appartient à un « terrain » et qu'il existe même des enseignements à retenir de la nature. Comprenez que pourra.

Créer abusivement - lorsqu'elle est en mesure d'asservir la subjectivité - une séduction chez l'individu, savoir empêcher qu'il sente venir un piège, pourrait certes constituer un ressort dévoyé de la psychologie dont la vocation doit être l'inverse. Mais lui faire dire qu'elle prétend connaître automatiquement ce qui peut être pensé ou fait relève de la science fiction. En tout cas, en ce qui concerne les nouveaux concepts qu'apporte l'AT, l'idée d'objectiver totalement la pensée leur est étrangère et considérée comme une puérilité.

Autre surprise : pour une femme, réclamer sa féminité (femellitude ???), pour un noir, sa négritude (passons sur un essai manqué de vouloir « séduire » avec de l'esprit : l'imbécille, son imbécillité...), relève apparemment pour M. Lambert du domaine de la psychologie. Ignore-t-il la dimension sociologique des comportements ? Toujours est-il que nous sommes ensuite déposés sur les rivages de la philosophie avec ses réflexions sur la « nature » : « il est évident qu'on n'échappe pas à sa nature », quelques lignes après avoir écrit « l'idée que je puisse avoir des pensées qui reflètent... ma nature profonde est une illusion ». Une fois de plus, comprenez qui pourra. Ce qui est certain, c'est que ce n'est pas l'AT qui s'empêtre avec la « bonne » et la « mauvaise » nature ! En AT, par contre, M. Lambert trou-

verait l'idée qu'il a d'ailleurs pris en compte du rôle positif que pourrait jouer la société pour permettre à toutes les différences de s'exprimer, afin que chacun puisse devenir responsable de son destin. (Il resterait à voir ici si je ne prête pas à M. Lambert une pensée autre que celle qu'il a voulu exprimer...).

Que M. Lambert veuille bien dire qui veut prouver l'unique et surtout qu'il veuille bien nommer clairement ceux qu'il veut pourfendre parce qu'ils « veulent tenir en laisse », « dresser à la défense et à l'attaque », « mettre en procès », « mettre aux ordres ». Nous dira-t-il aussi qui veut nous arracher à notre « nature » astrale, sexuelle et... à notre âge (pour reprendre sa définition péremptoire). Nous dira-t-il encore qui veut le sauver, qui veut le condamner ? Nous dira-t-il enfin s'il s'agit bien de l'hommage du vice à la vertu - ou simplement d'une boutade - lorsqu'il écrit « les psychologues vous aideront » ?

Devenons sérieux. Tout cet article est à réécrire si l'on ne veut pas laisser ignorer au lecteur que ce que M. Lambert prétend appeler de ses vœux, l'AT y pourvoit avec une efficacité inégalée jusqu'à présent. Le désir d'être « soi-même » n'est pas une simple clause de style en AT, sans pour cela - tant s'en faut - partager avec M. Lambert son aspiration gênante pour créer l'individu « exemplaire ».

Il m'a semblé que la GO combat, entre autres, contre la chimisation de notre nourriture et qu'elle mène une action dans le même sens au niveau du mental. Dans ce cas, la connaissance scientifique vraie n'est pas de trop dans son combat, or l'information sur l'AT est maintenant disponible en France... Qu'en pense la rédaction ?

H. Pinkasfeld ●

Rêve éveillé

Le mouvement écologique, dans son acception globale (GO, RAT, etc.) a l'air de se diriger une fois de plus vers le refus des élections à venir pour le parlement européen... Voici le scénario probable dans quelques mois : - la gauche européenne remporte une petite majorité au parlement européen, si l'on additionne les voix potentielles des partis socialistes, so-

ciaux-démocrates, libéraux des pays européens y prenant part ;

- la droite se fait battre de peu, tandis que les deux extrêmes s'abstiennent ou boycottent.

- les mouvements écologiques (et radical italien) se contentent de dénoncer cette élection, et se refuse même à la mentionner, rejoignant ainsi l'extrême droite nationaliste, ainsi que l'extrême gauche, dans leur refus de vote dit populaire.

- quelques mois plus tard, la nouvelle majorité « de gauche » commence à appliquer son programme nucléaire, militaire, industriel, etc. Puisque sa minorité anti-nucléaire est décidément plus que jamais minoritaire, certains socialistes ayant même refusé de voter, suivant les consignes écologiques ; La droite laisse faire en se frottant les mains de s'être débarassée de ces décisions peu populaires : implantations nucléaires pour renforcer l'indépendance européenne ! Uniformisation des armées et systèmes judiciaires et répressifs pour assurer l'indépendance vis-à-vis de l'URSS et des USA, tandis que l'exploitation du Tiers-Monde est renforcée sous couvert d'aide technologique et civilisatrice (voir les opinions de Mitterrand face à la guerre d'Algérie lorsqu'il était au gouvernement). Minorité anti-nucléaire socialiste et écolo sont bien sûr assimilés comme avant à terroristes et inquiétants trouble-fêtes.

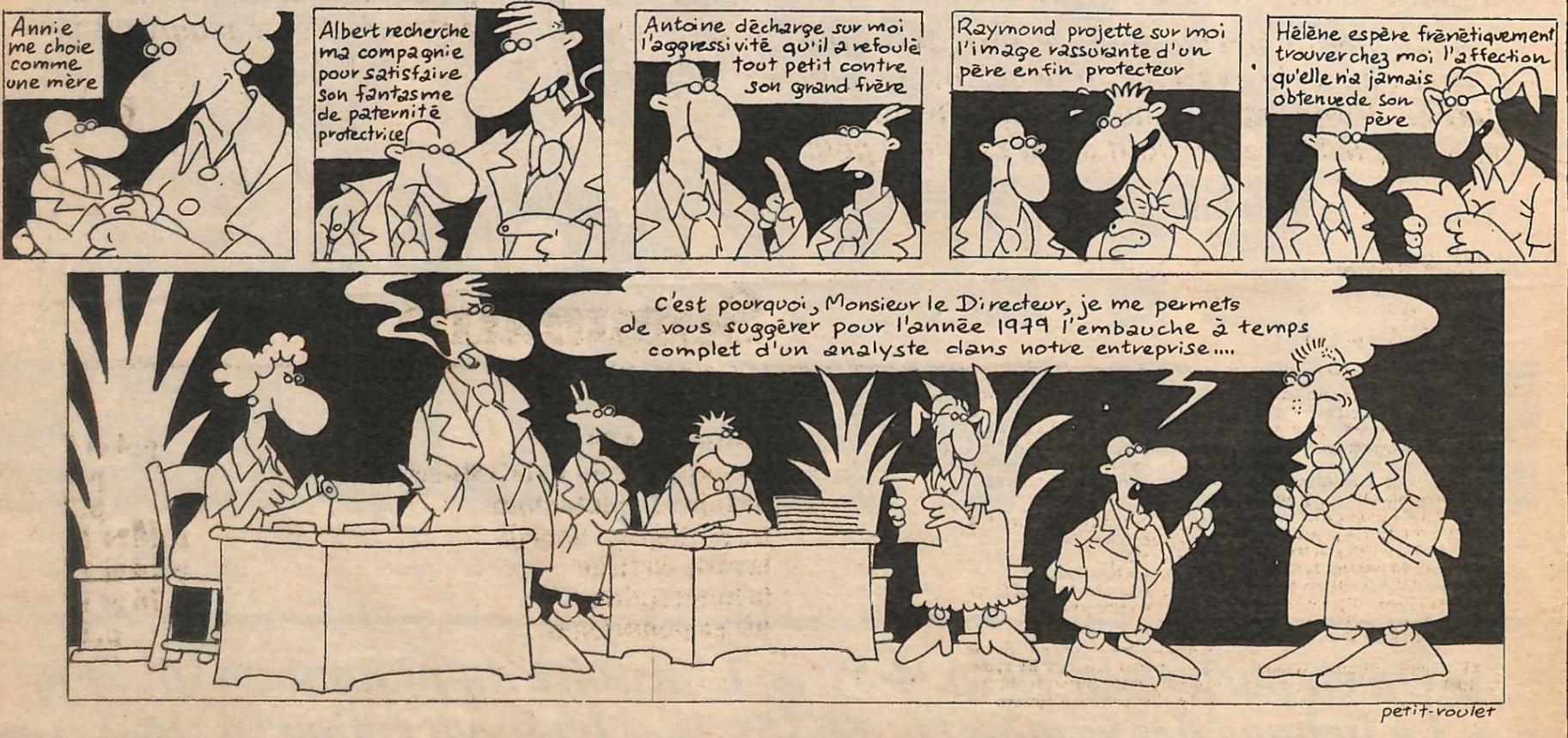
Maintenant je prends un autre scénario :

- la gauche, alliée aux mouvements autonomes, écolos, autogestionnaires, mondialistes et « associatifs » (féministes, homosexuels, insurgés, etc.) remporte une vaste majorité, pendant ce temps, la droite se perd dans une opposition d'autant plus stérile que la vaste majorité des européens s'en sont détachés.

- et les deux extrêmes se divisent, l'extrême droite rejoignant la droite dans son lament d'opposition tous azimuts, l'extrême gauche se reportant dans sa majorité à l'appui critique de la frange la plus progressiste de la nouvelle majorité de gauche.

Est-ce que les Mitterrand, Callaghan, Brandt et Cie pourraient orienter de la même façon le cours de ce nouvel Etat que sera l'Etat européen. (...)

Jean Bogard ●



petit-voulet

Attention année glissante!

Ce ne serait pas un hasard que la neige tombe... Tout nous tombe sur la figure. L'année qui commence est placée sous le signe de la chute. Dieu aurait voulu le faire qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

Quand bien même il n'y aurait que la chute des éléments, ce serait déjà suffisant pour s'alarmer. Mais il y a plus grave : la chute de nos convictions. Voyons la chose de plus près.

Météo nationale, météo du capital. On croyait jusqu'à présent que seuls les hivers de guerre étaient particulièrement rigoureux. C'était l'erreur. En temps de paix, le général Hiver frappe encore. Tout un horizon politique bouleversé.

Des citoyens des Yvelines, à moins que ce ne soit le Val de Marne, protestent pour avoir été bloqués plusieurs heures dans la neige avant que les pouvoirs publics ne viennent à leur secours. Pendant tout ce temps, ils ont été «livrés à eux-mêmes» et c'est ça le scandale : que fait le gouvernement ? il y a bien des assurances pour les skieurs contre le manque de neige, pourquoi n'y en aurait-il pas en faveur des citoyens frustrés par l'abondance de neige ?

Une civilisation comme la nôtre mériterait une planète à air conditionné, comme dit Libé. Les gens sont tellement attachés à la programmation de leur vie quotidienne qu'ils ne supportent plus la moindre perturbation à cette savante programmation. Cet hiver est le plus rude qu'ait connu Paris depuis 1901 : je propose que, pour l'année prochaine, on surpasse les inondations de 1910.

A un détail près : tout ce qui détraque actuellement le système, que ce soit la surcharge d'une ligne à haute tension ou une pointe de température tout à fait normale pour

la saison, montre que nous vivons dans une société de fragilité. De fragilité par les pesanteurs de l'appareil technocratique mais aussi par la mentalité d'assistance des individus vis-à-vis de cet appareil. Se révolter contre le temps qu'il fait, c'est déjà faire preuve d'une incapacité d'adaptation, d'autonomie. Et l'aliénation de l'ordinateur, ce n'est pas dans les connexions électroniques qu'elle se trouve, c'est dans les têtes : pas besoin d'ordinateur pour être programmé.

Du côté des dissidents sociaux, les chutes ne sont pas moins vertigineuses, le sol pas moins glissant. Ce serait plutôt le doute qui s'abattrait sur les esprits : chacun pense, mais personne n'ose trop le dire, que la lutte anti-nucléaire n'empêchera pas les centrales de se construire. De dissidents, on en vient à se demander si on ne conforte pas le système par la production d'une parole qui agit comme une soupape de sûreté et permet à l'ensemble de survivre d'autant, comme le sifflet de la cocotte-minute poursuit l'ébullition jusqu'à ce que disparition d'eau s'ensuive.

On est donc en plein questionnement : ayant vaguement conscience de ne plus «faire l'évènement», on essaie de ne pas se laisser distancer par celui-ci, et on se plonge dans les abîmes de la prospective pour l'année qui s'ouvre. Chacun, en fonction de sa sensibilité, de sa trajectoire politique, ressent la nécessité de porter l'éclairage sur tel ou tel domaine qui lui paraît être le plus déterminant pour l'avenir. Sur l'éclairage même, tout le monde n'est pas d'accord.

Nous voici en manque d'explications sur les affaires du monde en général et le temps qu'il fait en particulier.

C.D

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél: (85) 28 17 21
Télex: ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

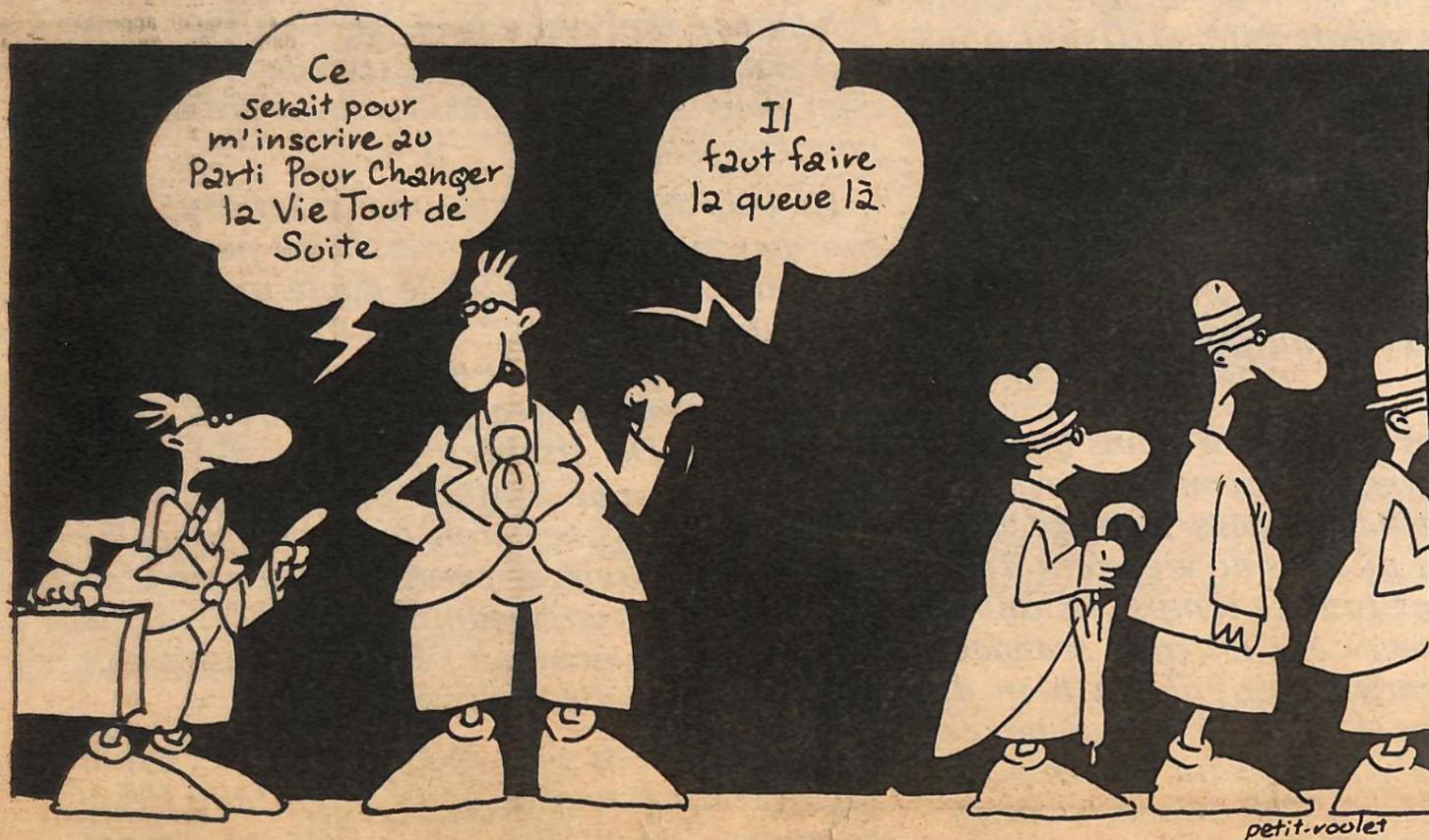
Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

prospective 79	p.4 et 5
du nucléaire au Palais Bourbon	p.6
histoire du plutonium	p.7
les écologistes anglais	p.10 et 11
la mise en fiche	p.14 et 15
la lunaction	p.16 et 17
bêtise politicienne	p.19

On en parlera

Tout le monde a tiré le bilan de l'année 78. Fastoche. Peu se sont risqués à imaginer ce que serait 79 et à se poser les vraies questions, ou plutôt à avouer les vraies questions qu'ils se posent. A part les voyantes, et encore, elles trichent. Nous nous sommes essayés à cet exercice d'imagination et de confrontation au sein de l'équipe. On s'est surpris nous-mêmes : autant de sensibilités que de personnes. Etant donné l'impossibilité de faire une synthèse, nous avons choisi de vous présenter cette palette de points de vue qui, dans son ensemble, vous donnera approximativement toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.



Raison sur toute l'absence de ligne

Nixon assassin», ça son-
nait bien sous les grands
boulevards, nous étions
les Justes Lutteurs d'une
grande cause internationale : la
libération du vaillant petit peuple
vietnamien écrasé par le talon de
fer du géant américain. Seul dans
son coin de province, un nommé
Fournier disait : attention, les
Vietnam s'engendrent l'un l'autre,
une révolution est grosse d'une
réaction, le Vietnam c'est facile,
ça évite de réfléchir aux vraies
dominances : technique et machi-
ne. Les marxistes étaient outrés et
les écologistes battaient des cam-
pagnes solitaires...

Dix ans ont passé, le temps pour
le sociologue Touraine, un «maî-
tre», pas un devin, de s'apercevoir
que nous avions raison, le temps
pour une gauche naïve de se
demander s'il faut crier aujour-
d'hui : «Ho Chi Minh assassin»,
alors que l'impérialisme vietna-
mien envahit le frère ennemi cam-
bodgien. La gauche, l'extrême-
gauche, ont soutenu des planches
pourries en Asie du Sud-Est, à
Cuba, en Afrique, au Portugal,
faute de savoir lever le nez de leurs
évangiles marxistes.

Fin des idéologies centenaires.

Les successeurs de la Chine de
Mao - modèle indiscutable de
révolution inattaquable - passent
un contrat d'un milliard de dollars
avec l'US Steel, laquelle US Steel
tsinait récemment les obus qui
ombaient en Asie. Vainqueur par
CO : l'obus.

C'est donc bien contre l'obus
qu'il fallait hurler, l'obus en lui-
même, et pas ceux qui s'en ser-
vent, contre l'obus, le napalm, le
nucléaire et en dernier ressort : la
religion productiviste, l'idéologie
machiniste, la croyance en l'ab-
straction du développement techni-
que.

Vodka-Cola, l'union sacrée de
la bureaucratie soviétique et des
managers internationaux, écrivait
Levinson. Le symbole gazeux du
XX^e siècle inonde maintenant le
marché chinois. Place au réel! la
seule idéologie mondialiste qui
s'en sort à tous coups, la seule
religion universelle, c'est celle de
l'objet que les peuples s'échangent
grâce aux fruits du travail aliéné :
la marchandise. Si on veut être
sérieux, réalistes et efficaces, il
faut détruire, en les vidant de
l'intérieur, les appareils centralisés
qui nous dominent avec les armes
du travail et de l'objet.

Il est toujours préférable que les
événements nous donnent raison
que tort : le fiasco actuel d'EDF -
qui nous réjouit modérément
parce que des gens en souffrent -
prouvent la justesse des avertisse-
ments écologistes : l'électricité
n'étant pas stockable, forme d'é-
nergie secondaire et dégradée, ne
peut pas répondre aux variations
exagérées de la demande créée bê-
tement par l'EDF elle-même. Le
tout-électrique est absurde. C'était
le slogan employé par EDF pour
lancer le tout-nucléaire en 74. Mr
Boiteux n'aura pas l'honnêteté de
reconnaître qu'il a fait tuer Vital
Michalon pour rien...

Le travail, l'objet, la centralisa-
tion, la bureaucratie... on a l'air
de radoter. C'est qu'on est sur la
bonne voie. En tous cas, l'actuali-
té vérifie nos prévisions. Reste à
faire partager cette connaissance
scientifique (car vérifiée par l'ex-
périence). Les écologistes ont fait

erre : miser sur la peur de l'acci-
dent nucléaire. La peur engourdit
plus qu'elle ne stimule. Seveso est
déjà oublié. L'Amoco Cadiz a fait
peu de vagues. A l'exception du
milieu marin, tout le monde s'ha-
bitue aux naufrages de pétroliers.
Il faut donc chercher ailleurs. Ne
pas effrayer les gens avec leur
mort, les émerveiller avec leur vie.
Travail culturel.

Un million et demi de chômeurs
se posent des questions. La moitié
des électeurs déçus par les pitres
du programme commun en font
autant. Ca en fait des interlocu-
teurs...

Arthur ●

Dissolution du territoire

Le Comité de Rédaction a
distribué un petit pen-
sum à ses membres :
devoir de rentrée «quels
événements, en 78, induisent un
changement possible en 79 dans
lequel les écologistes auraient à
jouer leur partie?» Nous sommes
quelques uns à plancher dans le
secret de nos chambrettes et cha-
cun, je suppose, d'enfourcher son
dada.

Pour moi, ce sera la dissolution
du territoire prolétarien. Territoire
physique du lieu de travail, de
l'outil de production, territoire
politique des instances de repré-
sentation, territoire moral de
l'appartenance à un groupe avec
ses règles de vie, ses valeurs : tout
ça se casse la gueule avec fracas par
l'action conjuguée de la restructura-
tion du capitalisme créatrice de
chômage, et de «l'échec» d'une

gauche qui montre son visage aux
traits mous d'avorton arrêté dans
la croissance de ses neurones.

L'année 1978 aura vu se précipi-
ter le mouvement de désertifica-
tion des zones industrielles. Les
immenses chantiers navals de Mar-
seille? Des diplotocus en voie de
fossilisation. L'empire Boussac et
ses oeuvres? Un archaïsme tombant
en désuétude. L'orgueilleuse
sidérurgie Lorraine? Une vieille
dame coûteuse remplacée par une
jeune moins gourmande dans des
pays aux goûts plus modestes.
Ainsi de suite.

Partout, des milliers de gens
dont la raison d'être (reconnue de
l'extérieur, acceptée de l'intérieur)
était la production, des milliers de
«travailleurs» (ah! une Laguillier
ou un Maire roulant ce mot dans
leurs bouches tels Démosthène ses
cailloux...) se retrouvent tout à
coup de simples êtres humains face
à eux-mêmes et à leur espace-vie
déconditionné du devoir de main-
tenance. L'homme du travail, l'é-
pargne permise par le travail,
l'organisation familiale axée sur le
travail, tout cela, merci braves
gens, les sociétés multinationales
n'en ont plus besoin, les fantoches
qu'elles ont placés au pouvoir
nous le traduiront dans leur lan-
gage fleuri, celui d'une civilisation
qui s'éteint mais ne veut pas
l'avouer, celui d'une décadence.
Un Giscard d'Estaing, un Ray-
mond Barre, un Georges Marchais
et même un Michel Rocard sont
des décadents même quand, avec
un certain cynisme, ils parlent de
l'an 2000. Ils emploient la langue
politique d'un XIX^e siècle basant
sa force économique sur la stabili-
té ouvrière, dans une époque où il
a été décidé à l'insu des personnes
concernées que l'industrie avait
désormais besoin du «travailleur
précaire», mobile, poussé par le
vent d'une Histoire au coup par

coup. Les valeurs «famille», «ac-
cession à la propriété», «concur-
rence libre», etc., tiennent tou-
jours le haut du pavé.

C'est cette notion de «mobili-
té», de disponibilité toute nouvelle
des individus qui me passionne
Comment saisir au bond cette
bulle de savon fragile? Comment
transformer ce qui aujourd'hui est
ressenti à juste titre par les masses
comme une dépossession, un rejet
de l'appartenance à un groupe
humain bien défini, en une subver-
sive liberté créatrice?

Comment, dans ce temps très
court où le chômeur temporaire
n'est pas encore habitué à sa
condition mais où, peut-être, il
aperçoit la vanité des condition-
nements qui l'ont mû jusqu'alors,
comment faire pénétrer le coin de
l'information écologique : celle
qui rappelle que chaque être est la
partie inter-relationnelle d'un
tout, ce tout étant le monde et pas
seulement l'espace qui sépare l'usi-
ne du lit, jalonné de famille, de
biens, de plaisirs imposés par les
besoins de la consommation.
Comment, de la mobilité imposée,
créer un esprit d'ouverture élargis-
sant le champ de vision, remettant
en question la défense d'archaïsmes
tels que l'esprit corporatiste ou
nationaliste (donc de l'Etat) ou
même régionaliste dans un sens
étroit pour faire le bond du
mondialisme en toute connais-
sance des résultats, conséquences,
tenants et aboutissants de chaque
choix politico-économique prati-
qué ici et maintenant?

Volem vivre al país, certes. Mais
volem pas mourir idiot al país.

Isabelle Cabut ●

La chimère

Il était une fois des hom-
mes et il n'y avait que la
vie. Pas de passé, pas de
présent, pas de futur.
Rien que la vie.

Peu à peu, émergeant du temps,
arrivèrent les Dieux recouverts
encore de froide poussière stélaire.
Ils se mêlèrent aux hommes,
cherchant la chaleur de la sagesse
humaine. Le sang des hommes et
les caprices des Dieux donnèrent
naissance aux Monstres, et la terre
se peupla de nymphes, de satyres
ou de centaures. La Méduse au
regard pétrificateur ou le Sphinx,
gardien de la Durée - secret de
l'existence - convivaient avec les
hommes et les Dieux.

Ces derniers furent pourtant
insatiables.

Ils conçurent un projet terrible :
abolir l'égalité de la vie, créer une
barrière insurmontable entre eux
et les hommes, se hisser au dessus
de l'humanité et commander. Les
Monstres, résultats des liaisons
incestueuses entre l'éternité des
Dieux et la durée limitée de la vie
humaine, furent ainsi condamnés
à disparaître. La mort des Mon-
stres fut la condition qui permit aux
Dieux d'accéder pour toujours à
l'immortalité. Hors d'atteinte de
l'humanité.

Ironie! Les hommes, eux-
mêmes, se chargèrent du sacrifice
de leur progéniture monstrueuse.
Héraclès, Pérsée ou Thésée, héros
insoucients, inspirés par les divi-
nités, trempèrent leurs glaives
dans le sang immortel des Mon-
stres, ambrosie des Dieux.

Seul Bellérophon comprit l'er-
reur tragique. Devenu fou, il
revoyait sans cesse son geste meur-
trier. Lui, le vainqueur de la
Chimère! Lui, le héros qui avait

en 1979

achevé le dernier monstre, se retrouvait solitaire, face aux Dieux immortels, écrasé tout d'un coup par la conscience de la mort. Ecrasé par le Destin.

Les portes du temps s'ouvrirent et, subitement, la vie ne fut plus la vie. La mort, destin inéluctable, gommait le présent. Tout était déjà écrit, tout était passé. La lente dégradation physique des corps ne fut plus qu'en lente agonie, éternellement recommencée, imposée par le Destin.

Les ponts, cette fois, furent définitivement rompus. Prométhée avait pu encore déjouer la surveillance des Dieux et leur voler le feu. Ressusciter les monstres était cependant, une tâche surhumaine. Et pourtant ce n'était pas possible d'accepter l'esclavage du Destin. Il fallait devenir immortel. Il fallait devenir Dieu, maître de l'Univers. Le sacrifice de leurs corps (seule liberté humaine échappant au Destin) fut le prix que les hommes décidèrent de payer pour devenir des rapaces universels.

Etre Dieu c'est conquérir la nature, le temps, le mouvement. On ne fut plus que ce mouvement de conquête lui-même. Tout notre passé ne fut plus qu'un projet de futur. La très chrétienne élimination du corps - temps présent - permit de faire des projets d'avenir.

Finalement, l'Histoire prend un «sens». Mais la vie, elle, n'est alors, qu'un angoissant et éternel «projet de vie».

Soumission au Destin ou angoisse de la conscience historique? Esclave du passé ou de l'avenir? *Récupérer son présent est à l'ordre du jour!* Un présent sans esclavage. Un présent de liberté, un présent dilaté à l'infini, un présent dont on ne voit que la nostalgie dans les yeux de notre aïeul Bellerophon. Celui qui ne se console pas d'avoir tué la Chimère.

Carlos de Sá Rêgo ●

Crever en comprenant

Pessimisme incurable, influence de la science fiction, brumes de l'imaginaire, cette vision de l'avenir où les espaces de vie se réduisent comme peau de chagrin et où le jeu se coince dans des rôles à chacun de nous bien impartis? 1979 ressemblera à 1978. En mieux. En soi, ce n'est déjà pas très encourageant.

L'économie se redéploie à l'échelle mondiale. C'est inéluctable, dit la droite. C'est incontournable, admet une partie de la gauche. C'est bien dommage, mais faudra faire avec, déplorent les uns. Faudra lutter sur le front de nouvelles luttes qui ne manqueront pas d'apparaître alors, préconisent les autres. Attendons que l'économie mondiale ait fini de déployer ses grandes ailes. Pour l'instant, analysons. Ne perdons pas notre sang froid.

Personne ne se choque plus vraiment que le libéralisme passe à l'attaque à visage découvert. Il y a quatre ou cinq ans, Barre aurait pris davantage de formes verbales. Aujourd'hui il ne s'embarrasse pas de circonlocutions. Il joue sur du velours. L'assaut du libéralisme est un fait digéré, entériné, disséqué. Et compris, ouf. Important ça, de comprendre. L'ennui, c'est qu'on comprend toujours trop tard et qu'au moment où il devient urgent d'agir, il faut se

remettre à comprendre. Crever en comprenant.

Le libéralisme monopolise le terrain, colonise le monde et les esprits «*et nous la d'dans qu'est-ce qu'on y fait?*» Pas grand chose. On est en crise. En pleine panade. On n'y voit pas à vingt mètres. Crise des partis, crise du syndicalisme, crise des mouvements écologistes. Mais le capital ayant achevé sa restructuration, n'aura-t-on pas atteint un point de non retour?

Demain le pouvoir disposera de moyens qui renforceront sa puissance : l'ordinateur par exemple «*qui décuple les moyens intellectuels comme la machine a décuplé la force de travail*», comme le dit beaucoup mieux Poniowski qui sait de quoi il parle.

Dès lors, les décisions se concentreront entre quelques mains, celles qui traiteront les informations et pour qui l'informatique sera «une aide à la décision». Cela

pouvoir décuplé par ce formidable outil (qui n'est pas forcément mauvais en soi)... le jeu conjugué de l'un et de l'autre nous laisseront quelques «libertés» bien douces, dont nous serons prisonniers. En attendant il devient peut-être indispensable d'examiner comment les thèmes des écologistes peuvent féconder d'autres mouvements, d'autres analyses et être fécondés en retour.

Pierre-Yves Poindron ●



Photo Arnaud Baumann

J'ai peur de repartir pour une vie... Mais qu'est-ce qu'une vie, dira-t-on, à l'échelle historique?

Confiance, d'autres formes de contestation apparaîtront... les luttes actuelles sont des luttes d'arrière garde, histoire de dire qu'on est debout. En attendant, vas te coucher, tu as un peu de fièvre.

D'accord, mais demain, ne sera-t-il pas trop tard, non que je craigne une quelconque catastrophe, simplement la vie de tous les jours, que ceux qui me disent aujourd'hui d'attendre, dépeignent hier sous les plus noirs aspects.

s'appellera «rationalisation des choix budgétaires» ou de tout autre nom, qu'importe. Nous, on pourra peut-être faire joujou avec les terminaux, ce qui nous laissera l'impression de gérer. De là, à maîtriser les programmes, à contrôler les informations digérées puis traitées par l'ordinateur, c'est une autre histoire, qui sera sans doute très longue. Danger supplémentaire, les choix politiques prendront l'allure de choix «rationnels», de décisions optimums, que les contestataires, mauvaises têtes, donneront l'impression de vouloir saboter.

L'informatique entre les mains du libéralisme à visage humain, un

79, quelle angoisse

Il y a une chose que la pensée politique so-disant héritière de Mai 68 n'a pas exagérément retenu, c'est l'humour. On a cru un instant que les écolos pourraient suppléer à cette carence : tandis que les idéologues de gauche se penchaient avec gravité sur les problèmes du temps, les écolos défilaient à bicyclette en rigolant. Pas sérieux, n'ayant pas réponse à

tout, ils ont été accusés d'être des détournés de force révolutionnaire et des fumistes politiques. N'empêche que le mouvement écologique, comme le mouvement des femmes, était le catalyseur de toute une conscience politique qui n'avait pu se manifester jusqu'alors.

La force et la faiblesse de l'écologie, c'est de n'avoir ni son Marx ni son Mao. Pendant pas mal de temps, le côté positif de cette absence l'a emporté. Puis il y a eu ce qu'on appelle les «échecs», dans la lutte anti-nucléaire surtout, et aux élections législatives. Avec la perte de confiance en soi est venue la perte d'humour. On n'est pas là pour rigoler, on est là pour se poser des questions, pas n'importe lesquelles, celles qu'on nous oblige à nous poser : existons-nous toujours? Espérons-nous encore longtemps abuser les masses avec nos carences idéologiques inadmissibles, n'avons-nous plus rien à dire?

Pire que questionnés, nous sommes analysés dans notre «historicalité»; on nous explique d'où nous venons, pourquoi le moment fort de notre existence s'est situé entre 74 et 78, et pourquoi depuis nous déclinons à vue d'oeil. Des questions qui nous auraient fait éclater de rire il y a seulement deux ans, des questions qu'on aurait nous-mêmes détournées, voilà qu'on se presse le cerveau pour y répondre.

C'est mauvais signe en effet.

L'écologie, c'est quoi? Oui, au fait, qu'est-ce que c'est? Une

idée? Mais il n'y a pas de carte pour cette identité-là. Un certain nombre de thèmes, toujours les mêmes?

Avec la nouvelle année, arrivent des thèmes nouveaux : l'Europe, le redéploiement industriel mondial, la nouvelle économie, le rocardisme qui risque de nous récupérer, sans compter le giscardisme et son économie libérale avariée. Vite, il faut réfléchir et trouver des parades : vite aux manuels d'économie. Il n'y a plus une seule parcelle de cette terre qui échappe au système, même les îles désertes ne sont pas à l'abri d'une explosion nucléaire. 1979, quelle angoisse!

L'humour est une opinion. C'est même la politesse du désespoir. On pourrait avoir le désespoir un peu plus élégant. Que c'est chiant ces litanies de consciences politiques; ça n'a jamais convaincu personne, on devrait le savoir maintenant. Oui, il y a urgence; oui, il y a le redéploiement industriel, l'informatisation et la centralisation de la société, oui, des tas de pays en Orient et en Afrique s'entretuent, et là-dessus les écolos n'ont pas de réponse. Et alors? C'est vrai qu'il est temps de s'y mettre; s'y mettre, ça veut dire inventer, et on n'invente pas avec des esprits chagrins.

On ne badine pas avec l'apocalypse. Si j'osais, je dirais que le mouvement écolo crève de trop de militantisme, de trop se prendre au sérieux; en perdant sa gaieté, l'idée écologique perd de sa crédibilité. A la question : qui sommes-nous, d'où venons-nous et où allons nous, on peut toujours répondre, comme feu ce grand humoriste : je suis moi, je viens de chez moi et j'y retourne.

Catherine Decouan ●

Le nucléaire à la chambre

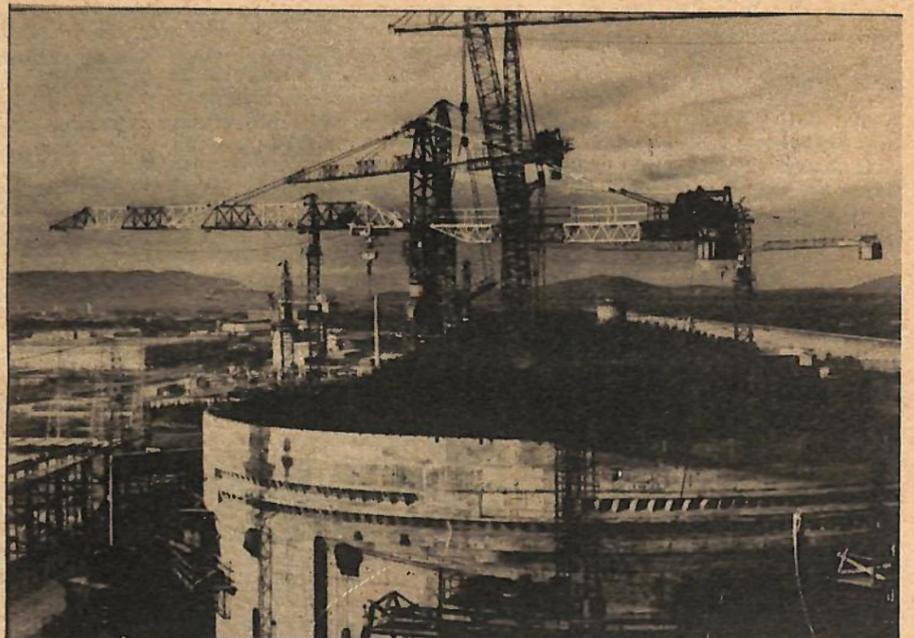
Un projet de loi (enterré) s'inquiète enfin de l'a-démocratie nucléaire.

Quand ces messieurs du gouvernement et du patronat sont pressés, ils savent imposer aux députés et aux sénateurs un rythme de travail inconnu de ceux-ci pour obtenir le vote d'une loi utile à leurs plans de restructuration.

A preuve la convocation en séance extraordinaire du Parlement pour la discussion d'un projet de loi sur «l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi». Alors qu'une telle séance avait été refusée pour l'analyse de la situation économique à une époque où le nombre de chômeurs augmentait de manière catastrophique.

Pendant ce temps, des propositions de lois émanant des députés dorment dans les archives des Présidents des deux chambres. Rarement exhumées, quand elles le sont, il est généralement trop tard. Ce n'est pourtant pas l'intérêt des sujets abordés qui justifie l'enterrement de telles initiatives. Bien au contraire.

Qu'on en juge!



Le couvercle d'une des cuves de Tricastin

Photo Gallocher

Proposition de loi présentée par les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à améliorer l'information en matière nucléaire. Enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 juin 1978.

Titre I : L'Agence nationale de l'information nucléaire.

Article premier

Il est créé une Agence nationale de l'information nucléaire, A.N.I.N., qui reçoit le statut d'établissement public.

Art. 2.

L'A.N.I.N. a une mission générale d'information sur l'ensemble des choix nucléaires, y compris les choix technologiques. Cette mission porte en particulier sur le processus de décision et sur le fonctionnement des installations de la chaîne industrielle nucléaire.

Art. 3.

Elle dispose, pour l'accomplissement de sa mission, d'un pouvoir d'information étendu à l'ensemble des installations industrielles, entreprises et administrations, participant directement ou indirectement à l'activité nucléaire du pays, à l'exclusion des informations qui pourraient être couvertes par le secret industriel ou le secret de la Défense nationale.

Art. 4.

Elle donne son avis sur toutes les questions concernant l'énergie nucléaire, et en particulier sur les textes de loi s'y rapportant. Elle publie un rapport annuel d'information.

Art. 5.

Elle est saisie par l'intermédiaire de ses agences régionales, ou directement par les élus municipaux ou locaux, les représentants de la région, les associations du cadre de vie et de l'environnement, les syndicats, les différents organismes professionnels à vocation régionale ou nationale, sur les questions d'intérêt national se rapportant à l'énergie nucléaire.

Art. 6.

Tous les travaux de avis de l'A.N.I.N. font l'objet d'une publication.

Art. 7.

Le conseil d'administration de l'A.N.I.N. est composé, à part égale :

- * d'élus ;
- * de représentants des organisations syndicales ;
- * de représentants des associations, en particulier des associations du cadre de vie et de l'environnement.

Il comprend également des représentants des agences régionales de l'information nucléaire.

Les membres du conseil d'administration sont choisis par les organismes qu'ils représentent.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Titre II : Les Agences régionales de l'information nucléaire.

art. 8.

Il est créé dans chaque région une Agence régionale de l'information nucléaire (A.R.I.N.) qui reçoit le statut d'établissement public.

Art. 9.

Les A.R.I.N. ont une mission d'information et de consultation auprès des différentes collectivités locales et régionales, et auprès de la population, en liaison avec l'A.N.I.N.

Art. 10.

Elles sont également associées aux différentes phases des procédures d'implantation des installations nucléaires.

Art. 11.

Elles sont saisies par le citoyen, ainsi que par les élus locaux, les représentants de la région, les associations du cadre de la vie et de l'environnement, les syndicats et les différents organismes professionnels, sur les questions se rapportant à l'énergie nucléaire.

Art. 12.

Tous les avis et travaux de l'A.R.I.N. font l'objet d'une publication.

Art. 13.

Le conseil d'administration des A.R.I.N. est composé, à part égale :

- * d'élus ;
- * de représentants des organisations syndicales ;
- * de représentants des associations, en particulier des associations du cadre de vie et de l'environnement.

Les membres du conseil d'administration sont choisis par les organismes qu'ils représentent.

Un décret du Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. 14.

Afin de couvrir les dépenses résultant des dispositions des articles 1 à 13 ci-dessus, la loi de finances qui suivra la promulgation de la présente loi, déterminera l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement d'une taxe frappant les consommations d'énergie électrique en moyenne tension.

(Documents Assemblée Nationale n° 592 de l'année 1978).

Les commentaires des députés

La politique énergétique lancée en 1974 par le gouvernement Messmer, et poursuivie par MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre, repose sur une option principale, le recours massif et accéléré à l'électricité d'origine nucléaire, provenant dans un premier temps de centrales de la filière américaine P.W.R., puis de centrales de la filière surrégénératrice du type Super-Phénix. Les autres sources d'énergie sont négligées et aucune politique sérieuse d'économie d'énergie n'a été mise en place.

Cette politique, décidée de la manière la plus technocratique en dehors de tout débat public, est imposée de manière autoritaire et parfois violente aux populations, en abusant des possibilités offertes par l'absence de législation spécifique, et une réglementation inadaptée.

Ce comportement provoque un remous de protestation de plus en plus fort dans tout le pays. Les événements de Creys-Malville illustrent cette situation. Mais les inquiétudes des élus et des citoyens, les mises en garde des organisations politiques et syndicales, des associations d'écologistes et de consommateurs, des groupements de scientifiques, se sont jusqu'ici heurtées au silence de pouvoirs publics qui poursuivent avec entêtement un projet inacceptable. Et ce n'est pas la création d'un conseil de l'information électro-nucléaire, présidé par un membre du Gouvernement, dont les membres sont nommés par le Premier ministre, qui pourra répondre à ces interrogations.

Cette politique doit être profondément remise en cause ; les socialistes ont pris des engagements fermes :

- Nous proposons d'une part en moratoire, en ce qui concerne la construction de la centrale surrégénératrice de 1 200 MW de Creys-Malville, comme pour tout projet de construction de centrales surrégénératrices à des fins industrielles. Cette démarche ne signifie pas la remise en cause de la recherche sur la surrégénération. Mais concernant ses applications industrielles, le parti socialiste considère qu'elles ne peuvent intervenir qu'à terme ;
- Nous proposons d'autre part la suspension de toute nouvelle commande de tranches nucléaires pendant une période de dix-huit mois à deux ans.

Pendant cette période doit être organisé un vaste débat démocratique qui débouche sur la définition d'un nouveau plan énergétique, et sur le vote d'une loi nucléaire définissant les moyens propres à assurer le contrôle par la puissance publique de l'ensemble du cycle nucléaire, c'est-à-dire en particulier :

- * les modalités de contrôle des citoyens et de leurs élus sur les processus de décision, aussi bien au niveau national que régional ;
- * les responsabilités des différents organismes ayant à intervenir dans le domaine de la sûreté nucléaire ;
- * les modalités de prise de contrôle par la collectivité publique de l'ensemble de la filière industrielle du nucléaire ;

* le statut des travailleurs de cette branche industrielle.

Quant à la présente proposition de loi, elle vise à mettre en place les structures propres à assurer tant au niveau national que local le déroulement démocratique du débat sur l'énergie que les habitants de ce pays attendent. Ces structures devront en premier lieu permettre une information réciproque aussi claire et objective que possible des citoyens, des scientifiques et des hommes politiques, sur l'ensemble des problèmes énergétiques, c'est-à-dire aussi bien dans ses aspects techniques que sur les implications économiques, sociologiques, voire militaires, des différentes alternatives énergétiques...

Le dispositif que nous proposons comprend un organisme national, l'Agence nationale de l'information nucléaire, ces structures reçoivent le statut d'établissement public. Leurs conseils d'administration représentent de manière très large l'ensemble des parties prenantes au débat nucléaire ; ils comprennent des élus, locaux et nationaux, des représentants des syndicats, des diverses associations, en particulier des associations de défense du Cadre de vie et de l'Environnement, et peuvent s'adjoindre des personnalités compétentes : universitaires... Ces divers représentants sont choisis par les organismes qu'ils représentent.

Les agences donnent librement, ou à la demande des différentes instances politiques du pays, leur avis sur toute question se rapportant à l'énergie nucléaire. L'Agence nationale, plus particulièrement compétente pour traiter des problèmes généraux de politique nucléaire, a un rôle particulier d'information auprès des parlementaires. Elle est dotée d'un large pouvoir d'enquête dont les conditions d'exercice seront précisées par la suite.

Elle peut-être saisie directement par les élus nationaux et locaux, les représentants des régions, les associations ayant pour objet la protection du cadre de vie et de l'environnement, les syndicats, et les organisations professionnelles.

Les agences régionale, compétentes pour les problèmes régionaux, sont les interlocuteurs privilégiés des assemblées régionales. Elles ont plus particulièrement pour mission, dans un premier temps, la mise en œuvre du débat national sur l'énergie nucléaire que nous proposons. Elles sont également étroitement associées à toutes les procédures d'implantation d'éventuelles installations nucléaires. Elles peuvent être saisies par toute collectivité, ou association, et par le simple citoyen.

Enfin, l'ensemble des avis et travaux des agences nationales et régionales fait l'objet d'une publication.

Tels sont les objets de la présente proposition de loi que nous vous demandons de bien vouloir adopter.

L'histoire du plutonium (1)

Le plutonium est le plus connu et le plus recherché des radio-éléments artificiels.

Le chimiste G. Seaborg reçut le prix Nobel pour la découverte d'un procédé d'extraction de ce métal. Depuis il n'est pas un pays pourvu de réacteurs nucléaires qui ne se soit doté d'une unité de retraitement des combustibles. Mais rares sont ceux où a pu être menée à bien l'industrialisation de ces opérations, autant à cause des pressions politiques exercées par les deux Grands, qu'en raison des difficultés et des risques rencontrés dans la mise en oeuvre des procédés.

Le présent mémoire consiste en un rappel succinct de l'histoire du plutonium, une analyse de la situation présente et s'achève par une perspective à court-terme de son avenir. Les choses vont lentement dans ce domaine et il est peu probable que les tendances actuelles s'infléchissent sensiblement, dans l'ensemble, d'ici une dizaine d'années au moins. Or il y a dix ans débutaient les opérations à l'usine de La Hague, première installation industrielle du continent ouest-européen conçue pour le retraitement des combustibles nucléaires provenant des réacteurs électrogènes «civils».

Aujourd'hui La Hague est en crise; bien plus, le projet de recycler rapidement le plutonium créé dans les réacteurs nucléaires est ajourné du fait qu'aucune usine de retraitement des combustibles-oxyde ne fonctionne correctement de par le monde.

Ces réalités indubitables pèseront considérablement sur le déroulement des programmes de surrégénération et on admettra unanimement d'ici peu qu'un système nucléaire autarcique ne saurait avoir d'existence qu'imaginaire et fantasmagorique.

Le plutonium militaire

La fabrication des bombes atomiques au plutonium requiert des quantités importantes du premier isotope de cet élément, dérivé par transmutation de l'uranium 238, le Pu 239. La physique montre qu'il faut laisser le combustible le moins longtemps possible en pile, sinon on obtiendra un plutonium contaminé par des isotopes 240 et 241, qui perturbent les réactions en chaîne.

Il semble que l'optimum se situe autour de quelques petites centaines de MWj/tonne (1), ce qui signifie qu'avant d'être retiré du réacteur chaque tonne du combustible a été le siège de fissions nucléaires qui ont libéré une énergie totale de quelques centaines de MWxjour.

Les contraintes endurées par le combustible restent alors très modérées et l'uranium métal peut y résister. Les opérations de retraitement s'en trouvent par ailleurs facilitées.

Forcé est alors de reconnaître que la technologie militaire est en cette matière plus facile à maîtriser que ses «retombées» civiles, pour la première fois dans l'histoire... d'ou, peut-être, quelques erreurs de prédiction.

Que chacun garde à l'esprit que l'usine de Marcoule a retraité à ce jour plus de 7500 tonnes de combustible, pour l'essentiel en provenance des réacteurs pluronigènes militaires G1, G2 et G3. Ce chiffre sera à comparer avec les maigres résultats des usines de retraitement édifiées dix et vingt ans après les nouveaux combustibles oxyde.

Les réacteurs graphite-gaz

Au prix de quelques prouesses technologiques (l'uranium a en effet de très mauvaises propriétés mécaniques et chimiques sous sa forme métallique) on a réussi à adapter le combustible-métal à la production industrielle d'électricité. Les filières correspondantes ont nom MAGNOX en Grande Bretagne et UNGG en France.

Ce sont les seules filières civiles dont le retraitement soit à peu près maîtrisé. Que personne n'imagine cependant que tout va bien dans ce domaine :

- Les rejets radioactifs de l'usine de retraitement anglaise de Windscale sont inquiétants;

- L'unité UP2 de La Hague s'est très vite dégradée dès qu'on est passé de la phase de mise au point et de démarrage avec des combustibles militaires pour se lancer dans le retraitement des combustibles civils. Elle n'a jamais pu atteindre sa capacité théorique de 800t/an.

Cela dit elles produisent (2) :
- Windscale a retraité quelques 20 000 tonnes de combustible Magnox depuis sa mise en service il y a quatorze ans; son facteur de charge, pour une capacité de 25 25 000 tonnes/an s'établit donc aux alentours de 57%.

- La Hague d'une capacité de 800 tonnes/an a tout juste dépassé 3000 tonnes après onze années de fonctionnement, ce qui lui confère un facteur de charge moindre : 34%.

Ces chiffres ont fait illusion quand ils servaient à alimenter l'optimisme prospective du retraitement des combustibles-oxyde (filières à eau-légère PWR et BWR).

Plus personne n'y fait aujourd'hui sérieusement référence tout comme personne ne pourra bientôt plus se baser sur les capacités théoriques des unités de retraitement des combustibles-oxyde pour justifier les politiques commerciales des grands hobbies électro-nucléaires et les stratégies énergétiques des états qui ont misé sur l'atome.

Histoire du plutonium

La stratégie américaine a réussi : les filières à eau légère ont supplanté toutes leurs rivales qui agonisent sans gloire ou n'arrivent pas à naître. Les combustibles-oxyde posent bien des problèmes. L'avenir de l'atome dépend des solutions qui y seront données.

Voir tableau (1)

Etat des stocks non retraités au 1/7/77

Nous allons faire référence à des stocks fictifs, correspondant à des combustibles irradiés à 27000 MWj/t, telles les trente tonnes que l'on déchargerait d'un réacteur PWR de 1000 MW électrique (3000 MW thermique) qui aurait fonctionné 6500 heures à pleine puissance depuis la précédente charge.

Cette convention nous permet de savoir exactement de quoi il est question puisqu'à ces stocks correspondent des quantités proportionnelles de plutonium (sensiblement 290kg de plutonium pour 30 tonnes de combustible) dont on

Tableau (1)

Les unités de retraitement des combustibles oxydes ; capacités et productions au 1/7/77.

Usine	Localisation	Capacité	Années de production	Production	facteur de charge
NFS	West Valley USA	300 t/an	66-72 (*)	650 t	36 %
EUROCHEMIC	Mol Belgique	60 t/an	66-74 (**)	85 t	17,7 %
WAK	Karlsruhe RFA	35 t/an	71-...	67 t	29,4 %
BNFL	Windscale GB	400 t/an	69-73 (***)	120 t	6 %
COGEMA	La Hague France	400 t/an	76-...	16 t	2,5 % (****)
AGNS	Barnwell USA	1500 t/an			mise en service refusée
MFRP	Morris USA	300 t/an			mise en service refusée
PNC	Tokai Mura Japon	200 t/an	78-usine arrêtée après 3 mois d'essai (fuites)		

(*) usine fermée car aucune norme de radio-protection n'y était plus respectable.

(**) usine arrêtée à cause de son inadaptation et de sa très forte contamination.

(***) retraitement des oxydes interrompu en septembre 73 après un grave accident.

(****) deux ans après sa mise en service, en mai 78, l'usine UP2-HAO a retraité 67 tonnes, ce qui fait passer son facteur de charge moyen à 6,7 %.

escompte récupérer un jour la majeure partie, entre 90 et 95%).

Autrement dit, à la production d'électricité d'un réacteur nous faisons correspondre une production fictive de combustible usé, laquelle traduit grosso-modo, et les quantités réelles à retraiter, et la production de plutonium afférente, et, enfin, la radio-activité résiduelle à stocker.

A partir de maintenant nous nous intéressons aux pays occidentaux qui ont misé sur le retraitement des combustibles-oxyde, à savoir (chaque pays est suivi de la liste des centrales, utilisant du combustible-oxyde, en exploitation au 1/7/1977) :

-Allemagne Fédérale (Gundremingen, Obrigheim, Lingern, Würgassen, Stade, Biblis A et B, Brunsbüttel, Neckar);

-Belgique (Doel 1 et 2, Tihange);

-Espagne (Zorita 1, Santa Maria);

-France (Monts d'Arrée, Chooz Fessenheim);

-Grande Bretagne (AGR Windscale, Hinkley Point B, Punterston B);

-Italie (Garigliano, Trino);

-Japon (Fukushima 1, 2 et 3, Mihama 1, 2, et 3, Tsuruga

Shimane 1, Hamakoka 1, Takahama 1 et 2, Genkaï 1);

-Pays-Bas (Brossele);

-Suède (Oskarshamn 1 et 2, Ringhals 1 et 2, Barsebeck 1);

-Suisse (Beznau 1 et 2, Mühleberg).

Voir tableau (2), (3) et (4)

La quantité non-retraitée au 1/7/77 était donc de 1747 tonnes renfermant quelques 17 tonnes de plutonium.

Faisons le point de la situation :

- les Anglais sont bloqués et hésitent encore à agrandir Windscale (c'est acquis en 1978) ;

- la WAK, avec sa capacité théorique de 35 t/an, tient plus du laboratoire que de l'usine.

- mais La Hague est une usine qui produit moins qu'un laboratoire.

(A suivre)

Yves Lenoir ●

(1) Les réacteurs graphite-gaz d'EDF ont un taux optimal d'irradiation de 6000 MWj/tonne; les réacteurs à eau légère sont calculés pour un taux de l'ordre de 30 000 MWj/tonne et les surrégénérateurs sont conçus autour d'un combustible capable de délivrer 80 000 MWj/tonne. La proportion des isotopes 240, 241 et 242 atteint alors assez couramment 30%.

(2) Citons pour mémoire l'usine Eurochemic de Mol en Belgique et celle de General Electric, NFS à West-Valley qui ont respectivement retraité 96 et 410 tonnes de combustible métallique durant la période où elles fonctionnaient.

a) Production d'électricité des centrales et facteurs de charge moyens.

Tableau (2)

Pays	Production en milliards kWh	Facteur de charge en %
Allemagne	117,6	62,3
Belgique	10,4	55,0
Espagne	24,3	64,5
France	18,6	47,0
Grande-Bretagne	8,6	30,0
Italie	27,7	56,6
Japon	117,8	51,9
Pays-Bas	14,7	66,0
Suède	42,7	57,7
Suisse	42,5	77,5

(*) Production cumulée évidemment.

(**) Lancement de la filière AGR.

Pour mémoire, voici le récapitulatif de la production graphite-gaz :

Tableau (3)

Pays	Production en Milliards kWh	Facteur de charge en %
Espagne	16,7	72,2
France	93,6	40,9
Grande-Bretagne	368,9	68,0
Italie	16,0	59,0
Japon	10,1	58,0

(*) Le combustible usé des réacteurs graphite-gaz ne peut être stocké longtemps car il est très fragile. Il est toujours retraité en priorité et on suppose donc que les quantités stockées restent faibles.

(**) La WAK a pour une bonne partie retraité le combustible du réacteur à eau lourde de Karlsruhe.

(***) Il s'agit essentiellement de combustible AGR.

b) Etat des stocks.

Tableau (4)

Combustibles déchargés (oxyde) (*)	Combustible retraité (oxyde)		
Allemagne	542 t	EUROCHEMIC	86 t
Belgique	100 t	COGEMA	16 t
Espagne	112 t	WAK	67 t (**)
France	86 t	BNFL	120 t (***)
Grande Bretagne	52 t		
Italie	126 t		
Japon	540 t		
Pays-Bas	68 t		
Suède	197 t		
Suisse	196 t		
Total	2019 t	Total	289 t
		(soit 14,3% du total déchargé)	

La violence sociale

Les délinquants, ça se fabrique dès la naissance. Et la société les rend «agressifs et immoraux»...



Irlande

Il y a encore peu de temps, rien ne laissait penser que le mouvement syndical irlandais s'intéressait beaucoup aux discussions de plus en plus vives sur l'énergie nucléaire. Les syndicats paraissent satisfaits de rester à l'écart et on pensait généralement que lorsqu'on leur demanderait leur avis, ils se rallieraient à la ligne gouvernementale selon laquelle «l'énergie nucléaire = croissance économique = plus d'emplois».

Aucun groupe anti-nucléaire n'était apparu dans leurs rangs et la question n'avait pas été abordée, encore moins discutée lors de leur conférence annuelle.

C'est alors que la nouvelle a éclaté comme une bombe, au début du mois de février dernier : John Carroll, vice-président du plus important syndicat du pays, «the Irish Transport and General Workers Union» a violemment attaqué l'énergie nucléaire et a averti le gouvernement que l'accepter serait commettre une grave erreur au détriment du peuple irlandais. Carroll n'est pas le premier dirigeant syndical à s'opposer au nucléaire. Arthure Scargill du syndicat des mineurs du Yorkshire en est un autre exemple. Mais alors que Scargill peut être accusé d'avoir un grief personnel à l'encontre du nucléaire, Carroll est au-dessus de ce type de critique.

The Ecologist.
juin 78

Égypte

L'Égypte avec ses 40 millions d'habitants, le double dans 25 ans, au revenu moyen mensuel de 140 F par tête environ, a toujours ses pannes de courant, ses communications téléphoniques aléatoires, ses transports insuffisants et son énorme bureaucratie alimentée par un chômage déguisé.



Les grands projets aux grands investissements restent dans leurs cartons et les Égyptiens investissent dans les secteurs spéculatifs qui ne rapportent rien au pays.

Pour chasser ce vent néfaste, on parle simultanément en Égypte et en Israël de grands espoirs : la coopération technico-économique israélo-égyptienne, avec les crédits américains, fera des miracles dans l'agriculture, le tourisme... En fait, l'Égypte exporte en masse ses techniciens et ingénieurs dans le monde arabe. La plupart des cadres techniques israéliens seraient donc inutiles ou concurrents.

Israël a planté le désert, l'Égypte en a fait de même sur une plus petite échelle malgré des crédits insuffisants et une administration paralysante. Sur le plan touristique, cette dernière affiche complet et l'infrastructure actuelle ne permet pas une rapide évolution.

Alors, dernier rêve, dernière solution : l'argent, et encore de l'argent pour financer les besoins de l'Égypte, offert par les Américains et les frères arabes.

Michel-Pierre Autissier est né à Bourges le 30 juin 1960. Enfant abandonné, il vit son enfance et son adolescence dans ces établissements dits «d'éducation surveillée» ou «d'aide morale à la jeunesse.»

«Le jour où il y en aura qui comprendront que la société c'est vraiment une poubelle où certaines personnes «intelligentes» gagnent de l'argent à marcher dans la merde des autres, ce jour-là, il y aura certainement un très grand progrès de fait...», écrit-il le 14 mai 1978.

Ces établissements vont, peu à peu, l'initier à la violence, l'accabler au désespoir, accroché à un monde lui traçant, d'un bic assuré, le chemin qui mène à la pourriture légalisée (la prison); à une société fondée sur l'argent et qui n'apprécie pas de la même façon toutes les manières de s'en procurer. Derrière sa propre violence, on reconnaît une fois de plus la détresse et la solitude. Michel-Pierre comprend alors qu'il faut se tracer une ligne dans la vie, et ne pas marcher dessus. Mais il est déjà trop tard...

Le 26 mai 1978, le cour d'Assises du Cher le condamne pour vol qualifié, à 9 ans de détention. Il n'a alors que 17 ans... L'extrême sévérité du verdict est soulignée jusque dans la presse conservatrice locale. C'était la session la plus longue à Bourges depuis 30 ans, une session-marathon au cours de laquelle 132 années de prison ou de réclusion ont été généreusement réparties entre 14 inculpés. Une bande de braves français, réunis pour la circonstance sous le nom de «Jury Populaire» venait d'y administrer sa justice en notre nom. Des types qui «apportaient leur contribution à l'œuvre d'assainissement entreprise dans notre pays qui en a bien besoin».

À la prison de Bourges, Michel-Pierre recherche toujours un espoir de trouver un cœur à l'écoute, à travers ses poèmes, ses textes et extraits de lettres qui constituent les «Jours passés», un recueil de ce qu'a été sa vie : une longue errance de foyers d'éducation surveillée en instituts médico-psychologiques, de fugue en hôpitaux psychiatriques. Le recueil poétique d'une délinquance programmée dès sa naissance.

Mandrin ●

C'est en effet dès sa naissance qu'il fut abandonné. Recueilli par le Service de l'Action Sanitaire et Social du Cher (DASS), il a été placé d'abord à la pouponnière de l'Hôpital Général, puis chez une nourrice. À l'âge de 3 ans, il est envoyé à l'institut médico-

psychologique de Nérès-les-Bains (Allier), où il restera dix longues années. Il garde un mauvais souvenir (dans la peau) de ce placement, où les méthodes éducatives employées jusqu'en 1973 sont jugées comme assez rudimentaires et rudes. Mais la nouvelle équipe de direction constate que le mineur présente un déséquilibre psychique, qu'il est agressif, coléreux, chapardeur et qu'il a un mépris absolu de toute contrainte, de toute discipline. En outre, son retard scolaire est très important. Après un bref séjour au Foyer d'Asnières-les-Bourges, Michel Autissier est envoyé, le 15 mai 1973, au Centre Jean-Laporte à Cournon (Puy de Dôme). Il y restera jusqu'au 24 novembre 1974.

Chastaing

Le 20 juillet 1973, il est victime d'un grave accident de bicyclette qui aurait entraîné une longue période de coma indéterminé. Sa conduite s'était améliorée durant l'année scolaire 1973-74, mais un essai de scolarisation au Collège d'enseignement secondaire de Cournon se solde par un échec et, après une succession d'incidents (larcins, fugues, agressivité), Michel Autissier est renvoyé au Foyer de l'Enfance à Asnières-les-Bourges pour être ensuite dirigé, le 16 décembre 1974, sur St Germain-

afgré un éducateur et un infirmier de St Florent-sur Cher qui venaient le ramener. Michel Autissier entre alors le 16 juin 1975 au Centre hospitalier spécialisé de Bauregard à Bourges, pour dix jours, puis est pris en charge par le Foyer d'Action Educatif de Vierzon.

Durant l'été 1975, il fugue à nouveau à plusieurs reprises et commet des incidents de plus en plus graves et nombreux. En raison de son comportement, il est placé d'office, le 1er octobre 1975 au Centre hospitalier spécialisé et au Service de Sureté de Sarreguemines (Moselle).

Le 11 décembre 1975, un éducateur de Bourges le conduit de Sarreguemines à la Blachère (Ardèche), dans la communauté Franco-Belge de Gratte-Fougères, pour n'y rester qu'un mois et d'où il se trouve expulsé à la suite de plusieurs incidents graves. En juillet 1976, il part pour l'Alsace, à Obernai, dans un chantier médiéval de vieilles demeures, mais il doit le quitter le 3 août, après plusieurs incidents (larcins et agressivité). Finalement, le 21 septembre 1976, il est confié par ordonnance du juge des enfants de Bourges au service de l'Éducation Surveillée. Il est alors logé dans un appartement du service, rue Al-

gression, elle, entraînera la qualification de «vol qualifiée», un crime passible de la cour d'Assises.

Rapport des experts psychiatres «Les premiers psychiatres qui ont examiné Michel Autissier ont noté qu'il présente une personnalité inquiétante, agressive, sans structure morale, dépourvue de jugement prévisionnel. Ils estiment qu'il y a chez lui un potentiel antisocial redoutable; il n'était pas en état de démence au moment des faits, il est accessible à une sanction pénale. Sa responsabilité doit être considérée comme atténuée.

Le second collège d'experts a relevé son intelligence limitée et son jugement pauvre, son instabilité d'humeur et ses tendances impulsives, ainsi qu'un potentiel agressif considérable. Comme les premiers, ces experts ont conclu à la responsabilité atténuée d'Autissier.»

Rapport des éducateurs : «Les éducateurs qui l'ont suivi à Bourges ont souligné qu'il réclame passionnément qu'on s'occupe de lui. L'absence du milieu familial et les carences affectives profondes dont souffre Autissier ont marqué l'existence de l'inculpé.»

Verdict des jurés : la Cour d'Assises et le jury condamnent le principal accusé à 9 ans de prison et le second, considéré comme complice à 5 ans de prison dont 3 avec sursis et mise à l'épreuve pendant 3 ans.

François Barillet ●

Vie

Je te cherche partout
Tu es depuis longtemps devant moi
J'essaie de l'attraper, comme on cueille une fleur, mais je n'y parviens pas.
Tu es là devant moi comme un bouclier.
Tu te mets devant moi, comme si je devais sauter une barrière pour être du bon côté.
Mon corps tremble devant toutes les souffrances que tu lui as donné.
Pourquoi ce synonyme de violence est-il partout ?
Il y a tant de choses à faire, et pourtant tant de questions reviennent à la mémoire d'une société injuste.
J'ai ouvert grand mes bras pour t'attraper, j'ai entrouvert mes livres pour t'appeler, mais sans résultat.
Je te cherche partout.
Qui es-tu, toi ma vie,
Qui es-tu ?

Ce texte est extrait des «Jours Passés» écrit par Michel-Pierre, entre quatre murs, où il a encore de longues années à «vivre». Il n'a que 18 ans, une enfance digne des «meilleurs romans populaires»... mais la justice n'en a que faire. Pourtant, c'est en notre nom qu'elle l'a enfermé... La moindre des choses n'est-elle pas alors de savoir qui il est réellement. Vous pouvez commander les «Jours Passés» à François Barillet 2, rue de l'Île d'Or 18000 Bourges; il vous en coûtera 5F qui seront, bien sûr, reversés à Michel-Pierre.

l'Hem (Puy-de-Dôme), au foyer d'Aide Morale à la Jeunesse. Là, trois mois.

Du 13 février au 26 mars 1975, il transite à nouveau au Foyer d'Asnières-les-Bourges, puis il est envoyé à l'institut «Le Châtelier» de St Florent-sur-Cher. Il fugue à plusieurs reprises, et une fois jusqu'à dans le département du Var où il est interné durant 15 jours au Centre Psychothérapique de Pierrefeu, après avoir violemment

fréd de Musset, avec deux autres mineurs. Il commence une formation de commis de restaurant professionnel...

C'est dans ce service que, le 14 mai 1977, Michel Autissier et un autre gamin «bousculent» la gardienne de nuit pour lui voler son argent. Cette dernière, fortement traumatisée, conservera une invalidité permanente partielle. L'a-

japon

Le taux d'opération des centrales nucléaires japonaises a été extrêmement bas pendant toute l'année fiscale 1977. L'Agence des Ressources Naturelles et de l'Énergie indique que les 14 centrales existantes ont eu un taux d'opération horaire de 46,8% et un taux d'utilisation des installations de 41,8%. Ces difficultés seraient dues principalement aux longues fermetures de

plusieurs centrales à la suite d'incidents techniques. En 1978, les taux d'opération horaires et d'utilisation des installations devraient remonter à 65 et 68%. Une telle augmentation de la productivité est indispensable pour que le Japon réussisse à réduire sa consommation pétrolière. Le Japon est maintenant la deuxième puissance nucléaire du monde avec une capacité de 10 milliards de kWh. Lorsque les centrales déjà terminées mais non encore mises en service commercial, la capacité japonaise sera

aux environs de 11,8 milliards de kWh. Le nombre de centrales nucléaires fonctionnant en 1985 devrait être de 29 au lieu de 14 actuellement et leur capacité serait de 22 milliards de kWh. Ces prévisions sont en forte baisse par rapport à celles qui ont été faites précédemment en raison des nombreuses difficultés rencontrées auprès de la population pour la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Revue de l'Énergie
novembre 78

L'écologie telle qu'en elle-même

L'écologie ne se résume pas «aux petites fleurs et aux petits oiseaux». D'accord. Mais ce n'est pas une raison pour les mépriser.

Je ne suis pas un vrai écologiste : il faut me traîner dans la nature. Remarquez, quand j'y suis, je m'y trouve bien. Et puis surtout, même si je n'en profite guère, j'ai besoin de savoir qu'elle existe. Qu'existe des cerfs et des loups, des lynx et des hulottes, des baleines et des scarabés. Qu'exite des petites fleurs et des petits oiseaux!

Qu'est-ce qu'ils peuvent m'énerver, avec leurs grands airs supérieurs, tous ces militants politiques qui vous sortent invariablement les mêmes clichés quand on leur parle d'écologie! «L'écologie? Mouais, pourquoi pas; mais pas l'écologie des petites fleurs et des petits oiseaux, quand même!» Qu'est-ce qu'ils ont donc tous contre les fleurs et les oiseaux, à la fin!

Ah! Je sais : ce n'est pas «politique». Figés dans leur propre dogmatisme, les militants qui tiennent ce discours sont incapables de voir - et même de concevoir - qu'il y a sur terre des hommes et des femmes capables d'évoluer. Que si un club d'entomologistes, une société de vieillards botanistes et une association locale de défense du petit bois qu'est derrière le stade municipal, sont capables de s'associer dans une même fédération avec les Amis de la Terre et l'Union des Consommateurs du département, ce n'est pas simplement parce que un local commun coûte moins cher. Mais aussi parce que les uns et les autres sont prêts, dans une confrontation quotidienne de leurs démarches, à travailler ensemble l'éveil de la conscience

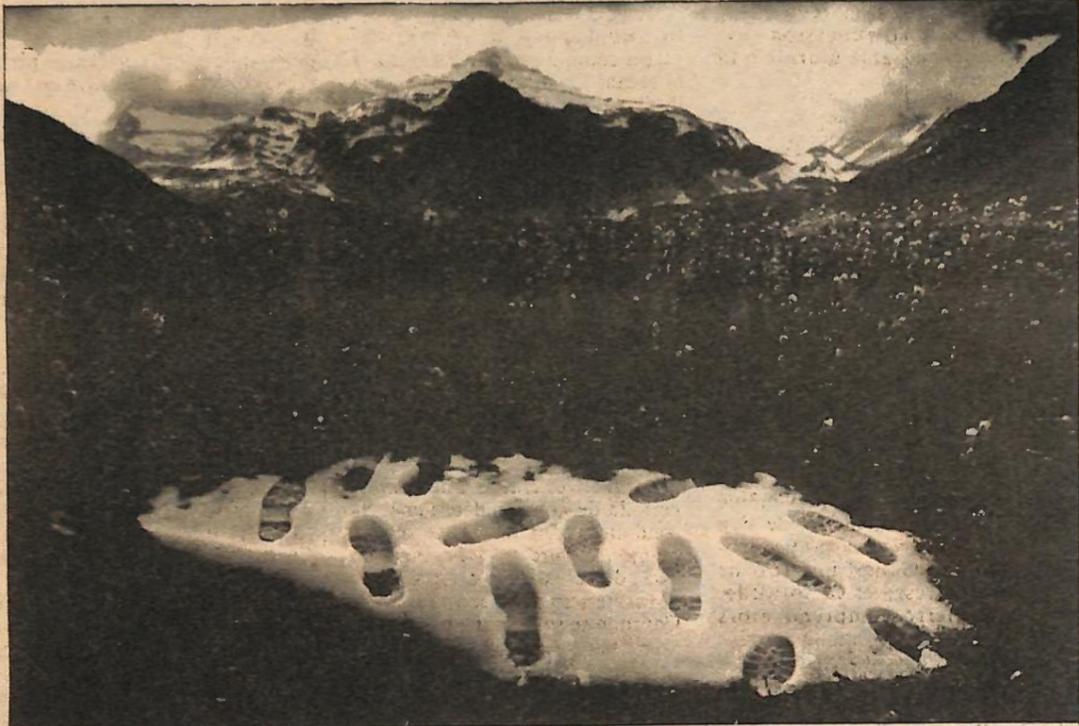


Photo Lambours

écologique du plus grand nombre. Et c'est sacrément subversif, autant sinon plus que d'insulter régulièrement les technocrates dans un hebdomadaire pour initiés. Dit voir, coco, c'est pas un peu auto-critique ce que tu dis là? Ecoute, machin, t'es assez grand pour tirer tes conclusions toi-même.

Témoin de ce travail et de cette confrontation : le 3ème Festival de

la Nature et de l'Ecologie, organisé à la Maison de la Culture de Grenoble avec le concours de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA), section Isère. Il est juste de préciser que le 1er Festival fut celui du «du film de Nature» et le second celui du «Film Ecologique». La dénomination choisie cette année indique d'abord que cette rencontre est bien celle de l'écologie en tant que science de la nature, avec l'écologie

en tant que mouvement social et politique. Et que d'autre part, ce n'est pas la qualité technique - pourtant presque toujours remarquable - des documents présentés, qui fait l'objet des débats : ce festival n'est en rien destiné à de quelconques critiques professionnelles, ni même à la petite élite qui se définit par l'intersection de l'ensemble des cinéphiles et de l'ensemble des chlorophylliens. Et sa richesse se répartit sur cinq

semaines pour qu'un maximum de gens puissent suivre un maximum de choses.

Pour cette même raison, un festival décentralisé se déroule simultanément dans l'ensemble du département, dans les écoles, lycées, maisons de jeunes, de vieux, pour tous, salles des fêtes de village, etc... L'an passé, bien après la fermeture du festival officiel, la FRAPNA Isère continuait de faire sur sa lancée une «animation» par jour en moyenne, avec ses montages diapos traitant aussi bien du nucléaire, des marées noires et de l'énergie, que du renard et de la rage ou de la réintroduction des marmottes dans le Vercors. Un travail de sensibilisation «de fond» vital pour l'écologie, qui ne subit pas toutes les vicissitudes de la partie émergée du mouvement écolo-politique, sans pour autant se refuser à des remises en cause fondamentales.

A preuve, les quatre thèmes choisis cette année par la FRAPNA et la Maison de la Culture (chacun étant plus particulièrement développé au cours d'un week-end) : la mer (13/14 janvier); les minorités ethniques (20 janvier); l'agriculture (27/28 janvier); l'homme et le travail (1/9 février). Tous les détails dans votre rubrique «Sur le Terrain» habituelle. En permanence durant le festival, une exposition sur les mammifères.

Les mammifères! Mais ce n'est pas révolutionnaire, ces bestiaux là!

Cédric ●

Nouvelles de la planète bleue

Les voies maritimes sont impénétrables... Taxes et assurances obligatoires sont la panoplie des nouveaux corsaires.

Marée noire en pleine mer, le 31 janvier dernier le pétrolier «Andros Patria» s'est ouvert sous les effets de la tempête semblait-il. 36 membres d'équipage sur 39 sont morts après avoir abandonné le bateau. Seuls survivants, les trois qui sont restés à bord dont le chef mécanicien qui a eu la présence d'esprit de brancher le pilotage automatique pour orienter le navire vers le large. Depuis, plusieurs milliers de tonnes se sont échappées en mer, tandis que le Portugal refuse de recevoir le bateau tant que le pétrolier coule.

La mer a été à l'ordre du jour pendant la semaine passée. Mercredi dernier, en effet, le *Journal Officiel* a publié un texte de loi prévoyant l'emprisonnement (de un mois à deux ans) et, ou, une amende de 500 à 500 000 F pour les commandants des navires qui ne respecteraient pas les nouvelles règles de circulation mises en place à l'entrée de la Manche, et à la pointe de la Bretagne, après la catastrophe de l'*Amoco Cadiz*. Des amendes sont aussi prévues pour tous les navires qui pénètrent

dans les eaux territoriales sans s'être annoncés, ou pour ceux qui porteraient assistance à un navire en détresse sans l'avoir signalé aux autorités. Pour les nouvelles règles de circulation, elles instituent des couloirs obligatoires pour les navires montant et descendant la Manche, dans les deux zones :

l'une située au large de Ouessant, pointe de la Bretagne, l'autre au large des Casquets, à l'extrémité du Cotentin.

Malheureusement, ces dispositions si elles ordonnent le passage dans les deux zones citées, éloignant ainsi les risques d'échouage

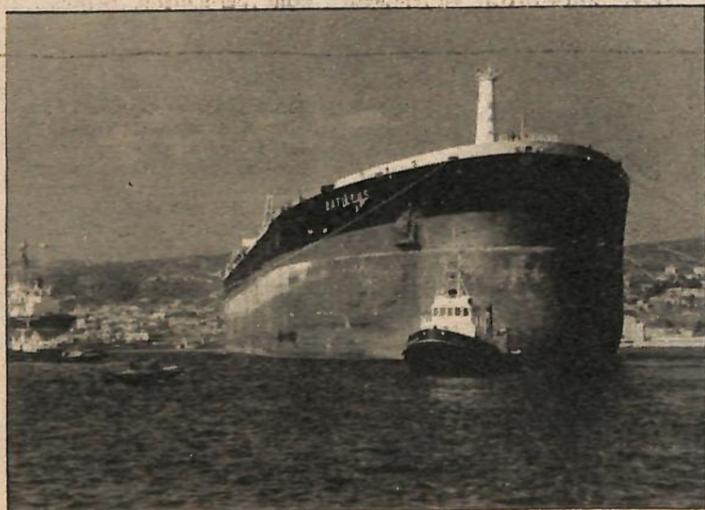


Photo Gallocher

intempestifs, provoquent une coupure avec le trafic qui va de la Manche à l'Atlantique nord. Les deux autoroutes maritimes se séparent en deux à la sortie de la Manche, une partie du trafic descendant vers le Golfe de Gascogne, l'autre continuant tout droit vers l'Atlantique nord ou l'Irlande, quelques collisions en perspective.

Le temps perdu dans la réglementation des routes maritimes ne se rattrapera pas en un jour avec des choix plus ou moins bien inspirés...

Réglementation toujours, mais celle-ci nous touche directement. Légiférant sans discontinuer, M^r Le Theule, ministre des transports, relance l'idée du «permis de conduire» pour les bateaux de plaisance. La conduite des bateaux dont la propulsion principale est le moteur est déjà subordonnée au permis, mais on voudrait maintenant l'étendre à tout ce qui flotte. Avec les taxes? l'administration etc... que ce système peut comporter. De plus, l'assurance deviendrait obligatoire, encore un beau pactole de taxes et d'impôts. Le nombre d'accidents est très faible dans la plaisance, tout au plus une cinquantaine de morts par an. A comparer à la voiture et à d'autres sports comme l'alpinisme. La disparition d'Alain Colas dans la dernière course du rhum à travers l'Atlantique a beaucoup fait parler. Par contre la disparition du chalutier breton *alcyon* avec dix hommes d'équipage intéresse moins.

La mer est encore synonyme de liberté et de grands espaces, mais pour combien de temps? Sur le littoral tout est déjà joué, malgré

les efforts des écologistes et des associations de défense de la nature. Ainsi à Deauville, où le tribunal de Caen vient d'annuler les autorisations de construire les digues de la Marina de Port Deauville, la ville de M^r d'Ornano. Heureusement la Marina est déjà construite et en grande partie occupée, tout va bien merci. Apprenant la décision des tribunaux, M^r d'Ornano nous a vite rassurés «C'est une simple question de régularisation». Comme on pouvait s'en douter, l'administration va simplement recevoir une demande dans les formes, pour des travaux de destruction du littoral qui ont eu lieu illégalement il y a déjà longtemps.

Sur la mer méditerranéenne, comme le signale «Le Monde» du 3 Janvier, c'est Alain Bombard qui a remplacé René Richard à la tête de la plus puissante association de défense du littoral de la région, l'U.R.V.N. Souhaitons qu'Alain Bombard, entre ses occupations au parti socialiste, dans son laboratoire des Embiez, à la télévision et ailleurs, trouve du temps. L'U.R.V.N. va prendre position sur le nucléaire et décentraliser sa direction qui reposait un peu trop sur un seul homme du temps de René Richard.

Alors que l'on règle les embouteillages des pétroliers en mer, le pétrole se rapproche des côtes, des permis ont en effet été demandés par les pétroliers pour des recherches en mer près de la Camargue et de la Normandie. Troisième file à gauche, deux plate-formes de forage, au bout vous trouverez la mer.

Gilles Klein ●

Les Friends des gens sérieux

Un entretien av

plus globale. Il nous faut bien admettre que le mouvement écologique manque souvent de réalisme. En ce qui concerne les problèmes de l'emploi par exemple, il faut bien admettre que nous n'avons pas trouvé la réponse.

Pendant très longtemps la question qui était au cœur de toute vie politique c'était celle de la possession et du contrôle des moyens de production. Capitalistes marxistes se divisaient selon la manière dont ils percevaient la production de la richesse et comment cette richesse devait être redistribuée. Or, maintenant on commence à se demander non plus seulement «qui contrôle les moyens de production?»



L'Angleterre est toujours une île

Ne reculant devant aucun investissement financier productif, la Gueule Ouverte a envoyé trois de ses prestigieux reporters en Angleterre : Christiane Ellis, Petit-Roulet et moi-même. Abonnez-vous, nous ferons le reste ! En fait de dépaysement, l'Angleterre, ça se discute : ce pays qui a nourri la vipère Karl Marx, journaliste dans une revue économique, est sans contestation un pays dit «capitaliste». Les immigrés y sont indiens ou jamaïcains, mais les salariés du secteur tertiaire montrent, dans «l'underground», la même petite mine fatiguée qu'à Lyon ou à Francfort, après essorage de la plus-value. Cet aïeul épuisé du capitalisme européen, où le machinisme se fit les dents au XIX^e siècle, a perdu de sa superbe coloniale mais reste digne dans la retraite, comme ces anciens riches qui repassent soigneusement leurs costumes élimés. Londres tient le coup, mais faut pas aller renifler de trop près, sous les docks rouillés, dans les velours luisants des anciens hôtels de prestige où le chauffage au gaz se monnaie à la pièce, dans les rues à détritues de la belle époque, sous les capotes effrangées des roadsters à la casse. Londres n'est plus la capitale du chic, du fric, et si la Rolls se vend c'est aux rois du pétrole. Londres s'en fout. Les Anglais rencontrés disent qu'ils sont d'abord riches des insulaires et ensuite des Européens. Ici, on rigole de leur livre sterling enrhumée et de leurs cardigans à bas prix. Les Anglais ont le sens de l'humour : le pétrole de la mer du nord leur montre le bout du tunnel. Attendre et voir. C'est exactement ça. Les Anglais ne se jettent pas sur le nucléaire. Ils ont leur filière à eux et avancent doucement. Le surgénérateur de Dounray, en Écosse, plus petit que Marcoule, est là pour la frime. On les sent peu préoccupés par la destruction écologique d'un pays qui a effacé les ravages du smog et où les saumons, paraît-il, reviennent dans la Tamise.

La presse y est plutôt libre (la télé surtout) et les campagnes écolos y sont parfois gagnantes (bébés phoques). Le tissu social de l'Angleterre a été préservé par une sorte de relaxation naturelle des indigènes qui leur fait envisager la «crise» avec recul. L'Angleterre, c'est la mesure : mesure dans la montée du racisme combattu par les concerts rock, mesure dans la crainte du chômage, mesure dans l'amour malsain de la semaine de 40 heures de travail, mesure dans la phobie anti-terroriste (malgré l'I.R.A. et ses bombes dans le métro). Prenez les pubs, ce refuge des étrangers : rien à voir avec le formica impersonnel des cafés parisiens. Il y a là une niche écologique où l'aliénation se casse la gueule parce que les gens se parlent, se marrent, s'aiment dans la vapeur biologique de la bitter (brune à la pression inimitable). Les pubs préservent la culture anglaise comme les bistrotts de campagne, les vogues et les concours de boule préservent la culture ardéchoise. Détruisez les pubs et les vogues : tous à Créteil-ville nouvelle, dans les boîtes.

Le milieu écologique anglais est assez diversifié : on travaille à l'anglo-saxonne, sur des cas précis et limités, avec la tactique du groupe de pression (lobbying). L'écolo n'est pas la brebis galeuse accusée par l'E.D.F. et d'Ornano de vouloir le retour du moyen-âge. Il est intégré, respecté, considéré comme un citoyen normal. Nous sommes tombés dans une réunion d'Undercurrents, revue alternative centrée sur les problèmes énergétiques. On se serait cru à la G.O., l'efficacité en plus. Et ensuite, tous au pub, à refaire le monde en français. A la quatrième pinte, on était à peu près d'accord : vive le Bien, à bas le Mal ! Seule déception : la dimension politique des problèmes est souvent absente de leurs préoccupations. Londres n'a pas eu son Mai 68, c'est visible. A voir les résultats en France et le marasme actuel, c'est peut-être pas plus mal...

Mais place aux artistes ! Christiane Ellis et Petit-Roulet ont interrogés Tom Burke, le Brice Lalonde anglais, tête chercheuse des Amis de la Terre locaux. Voici le travail :

Arthur ●

G.O. : Quel est le poids des mouvements écologiques dans la vie politique ?

Tom Burke : les problèmes de l'environnement ne sont pas au centre de gravité de la vie politique. L'emploi, la balance des paiements, l'industrie, sont des problèmes bien plus importants. Tout mouvement qui n'en aurait pas conscience se condamnerait lui-même. Les questions d'environnement pèsent peu dans la vie politique.

Donc les environnementalistes ne doivent pas être trop persuadés d'être les seuls à avoir une influence. Le développement de mouvements très divers : mouvements pacifistes, opposition au commerce des armes, pèsent très fort dans l'action politique britannique. Je vois le mouvement environnementaliste comme une partie de ce tout, et jouant un rôle catalytique parce qu'il est capable d'une analyse plus générale,



Patrick Coyne et Chris Hutton Squire de l'équipe d'«Undercurrents».

mais surtout «quels moyens de production?» et ça c'est nouveau.

Quels sont vos rapports avec les partis politiques traditionnels, les syndicats ?

Voter en Grande Bretagne, c'est pratiquement dire oui ou non. Le système électoral pénalise les petits partis. Penser une action politique en terme de bataille électorale est pour nous une cause perdue d'avance. Notre seule manière d'avoir un poids dans une élection c'est en ayant recours à tout un jeu d'«influences», au «lobbying». Les institutions centrales des grands partis ne font pas beaucoup attention à nous sur le plan national. Par contre sur le plan local notre rôle est loin d'être négligeable. Nous, Amis de la Terre, avons 230 groupes locaux. C'est ça notre force. Ce sont des groupes autonomes qui travaillent sur des problèmes précis. Ils choisissent et décident eux-mêmes. Le groupe de Birmingham est très fort. Une trentaine de personnes s'occupent d'une centrale d'achat de produits alimentaires. Ils vont lancer un collectif pour l'acquisition d'équipement solaire. Tel autre groupe sera moins nombreux et s'occupera par exemple de la protection d'un site, d'une rivière...

Les Amis de la Terre ont également de très bonnes relations avec ce qu'on appelle les «Back-Bench MP's», les

of the Earth, ux, crédibles. ec Tom Burke.

députés non inscrits qui n'appartiennent ni au parti travailliste ni au parti conservateur. Ils n'ont ni secrétariat, ni services d'information. Nous les aidons avec nos dossiers, nos informations.

D'une façon générale nous essayons de travailler avec la grande presse. A ce point de vue là nous sommes très «professionnels». Le Guardian par exemple, est un outil extraordinaire. On peut même dire qu'on l'utilise comme bulletin de contact entre nos membres : tout ce que nous leur transmettons est publié.

En ce qui concerne les contacts avec les syndicats, il faut bien admettre qu'en grande Bretagne les «Trade U-

Leur manière d'agir est très spectaculaire mais mobilise beaucoup d'argent. Nous gardons nos distances avec les gens de Greenpeace qui réagissent émotionnellement mais qui ne réfléchissent pas assez en termes de stratégies. Par exemple ce bateau ultra sophistiqué «The Rainbow Warrior», ils n'ont pas réfléchi à ce qu'ils allaient en faire pour le rentabiliser.

Nous, aux Amis de la Terre, nous préférons entreprendre une campagne en profondeur. Par exemple l'industrie du cuir prétend que l'arrêt de la chasse à la baleine se traduirait en terme de perte d'emplois. C'est à nous d'étudier la question, de préparer des dossiers, de faire toute une recherche sur l'industrie

On pourrait dire qu'ainsi vous servez le système ?

C'est une façon de voir. En fait on essaie de gagner du temps et de l'espace. On ne change pas les priorités du jour au lendemain. Il faut élever le niveau de conscience du public, c'est l'action des groupes locaux, arriver à faire que les gens réclament ce que nous voulons, créer un nouveau consensus.

Est-ce que vous soutenez l'action de syndicats comme celui de Lucas, qui sort des revendications traditionnelles et propose carrément une nouvelle orientation de la production vers des technologies alternatives?

Là encore on estime que ce n'est pas vraiment notre problème. On ne veut pas récupérer leur lutte. Mais on a pris la défense de Mike Cooley, le porte-parole des syndicalistes de Lucas, lorsque la direction l'a menacé de licenciement. On a demandé à nos membres d'envoyer des lettres aux patrons de Lucas, à leur députés.

Et la lutte contre le site nucléaire de Torness en Ecosse?

On travaille avec le SCRAM et la Torness Alliance tout en restant bien distinct. On va publier un livre sur le sujet, on fait ce qui leur manque : la



Et les élections européennes?

Notre position est claire : pas question d'y participer. Tout ce qu'on peut faire c'est pousser les candidats à prendre parti sur des points bien précis.



Dessins Petit-Roulet.

nions» se présentent bien différemment de vos syndicats européens peut-être plus neufs et plus ouverts.

En Grande Bretagne les Trade Unions sont assez démocratiques de l'intérieur mais très difficiles à atteindre de l'extérieur. Ils se situent certainement dans une ligne plus corporatiste plus «paroissiale». Ils sont très étroitement liés au Labour Party, ce qui évidemment influence réciproquement leurs aspirations politiques générales.

Mais il existe bien un certain mouvement travailliste plus radical, plus conscient des mots écologiques?

Bien sûr. Il y a SERA (Socialist Environment and Resources Association) qui se développe rapidement et qui vient de lancer une grande campagne sur les problèmes de l'énergie. Ils essaient de renforcer leur liens avec les syndicats des travailleurs du nucléaire. Mais cela ne représente qu'une marge assez mal organisée dont il ne faut pas surestimer l'importance.

Pouvez-vous nous donner une idée des luttes auxquelles se trouvent précisément mêlés les Friends of the Earth en Grande Bretagne?

Tout d'abord la campagne contre la chasse aux baleines. A ne pas confondre avec l'action engagée par Greenpeace.

du cuir qui permette de démolir ces arguments.

Finalement c'est à peu près ça notre tactique : en tant que groupe de pression sur le plan local, et pour les problèmes plus généraux, c'est d'étudier la situation, de préparer des dossiers solides. Etre sérieux, crédibles de façon à ce que finalement les organismes officiels fassent appel à nous pour être mieux renseignés.

recherche, la réflexion. Lorsqu'il a été question de consulter par referendum la population locale sur la construction de la centrale nucléaire de Torness, ce sont les Amis de la Terre qui ont payé le sondage. En fait ce sondage a révélé qu'un referendum actuellement ne serait pas forcément favorable aux anti-nucléaires : 42% contre, 34% pour la centrale et une grosse incertitude de 24% sans opinion.

Alors on assistera aux meetings, aux débats, on adressera aux candidats des listes de questions. Mais en Grande Bretagne où le système électoral ne donne aucune chance aux petits partis, nous ne nous présenterons pas tant que nous n'aurons pas sérieusement une chance d'être élus !

**Friends of the Earth ●
9 Poland Street
London W1**

LONDON : adresses utiles.

La plupart des associations, quartiers généraux, bureaux de coordination sont regroupés dans des immeubles où en partant du rez-de-chaussée et en gravissant les étages on découvre toutes les couches géologiques de la vie marginale, radicale et écologique londonienne.

Housmans Bookshop (libraire-éditeur)
- Peace News (hebdomadaire, pour une révolution non violente)
- Campaign Against Arms Trade (centre de coordination contre le commerce des armes)
5 Calodonian Road, Rings Cross, London N1.

Peace Pledge Union (Section des War Resisters International)
- Greenpeace
- International Mobilization for Survival (lettre d'information antinucléaires et antimilitaristes)
6 Enleigh Street, London WC1.

Friends of the Earth (Amis de la Terre)
- SERA (Socialist Environment and Resources Association)
- CIS Counter Information Services (publication de dossiers écologiques)
9 Poland Street London W1.



contrats de rêve

L'industrie du nucléaire, attaquée sur tous les fronts à l'intérieur de ses frontières, risque de voir s'effondrer ses espoirs d'exportation vers les deux pays qui semblaient les plus prometteurs : le Brésil et l'Iran.

Au Brésil, politiciens, scientifiques et ingénieurs s'affrontent pour déterminer à qui faire porter le blâme des dérapages et des coûts croissants qui risquent d'anéantir le gigantesque contrat nucléaire passé avec l'Allemagne Fédérale. «Je ne vois pas comment nous pourrions financer la construction de huit centrales alors que notre dette extérieure atteint 40 milliards de dollars et que le service de cette dette engloutit 60% de nos recettes d'exportation», estime un industriel brésilien, Antonio Emirio de Moraes. «D'autant, ajoute-t-il, que dans la mesure où le Brésil possède l'un des plus importants potentiels hydro-électrique du monde, le nucléaire ne se justifie pas». Mario Behring, ancien président de la Compagnie Nationale d'Electricité, Electrobras, déclare quant à lui : «Le programme atomique avait été fondé sur des estimations de croissance de la demande d'énergie de 12% l'an, faite en 1974 et sur une estimation des coûts de 550 dollars par kW installé. Aujourd'hui, nous tablons sur une croissance plus lente alors que le coût de construction d'une centrale a triplé».

Quelque peu différent dans ses causes, le scénario iranien est analogue dans ses conséquences. Le mois dernier, l'Organisation à l'Energie Atomique (O.E.A.) iranienne a annoncé le gel virtuel de son ambitieux programme nucléaire, qui prévoyait l'achat de centrales à la RFA, la France et les Etats-Unis, d'une valeur de 50 milliards de dollars, d'ici à l'an 2000. «Il faut repenser notre programme énergétique», déclarait tout récemment le nouveau président de l'O.E.A. «Nous disposons de suffisamment de combustible fossile à l'heure actuelle». L'Iran dispose en fait d'énormes quantités de gaz naturel et de charbon de très bonne qualité (de quoi extraire 8 millions de tonnes par an au cours de cinq siècles à venir). Aussi, seule la réalisation des quatre centrales nucléaires actuellement en construction sera-t-elle poursuivie.

En attendant, Siemens, Westinghouse General Electric et leurs concurrents ont besoin de ces commandes. La capacité de production mondiale atteint 50 centrales par an, mais l'industrie du nucléaire ne reçoit de commandes que pour 10 centrales par an, depuis quelques années. Même si les difficultés actuelles devaient s'aplanir, estime "Forbes", «l'industrie mondiale du nucléaire sera confrontée à des gigantesques problèmes de sur-capacité». GE qui n'a pas reçu de commande nouvelle depuis 1973 - et Westinghouse qui produisent à elles deux presque autant de centrales que le reste des constructeurs mondiaux réunis, subiront sans doute les plus graves contre-coups de cet actuel ralentissement brutal des commandes.

Presse Economique n° 154

nouveau larzac

La Haute Bers, qu'est-ce que c'est? Le sommet le plus élevé des Vosges du Sud (1250m) au Nord-Est du Ballon d'Alsace, 217 hectares de chaumes et de forêts.

Le massif qui se trouve à cheval entre deux merveilleux petits lacs (le Sternsee et les Neurweiher), est inaccessible aux véhicules et classé zone de silence dans le cadre du S.D.A.A.

Enfin, les richesses naturelles de ce site sont innombrables et présentent des intérêts faunistiques, floristiques, minéralogiques, sitologiques, topologiques, et tout simplement écologiques.

Les propriétaires, une société civile immobilière, regroupant un dentiste mulhousien et ses frères et sœurs, parlent de vendre. Une promesse de vente à l'armée est signée depuis le 31-7-78. En effet, l'armée offre 230 millions d'AF pour ce domaine estimé par l'O.N.F. à une valeur de 120 millions d'AF. Depuis trois ans, d'ailleurs l'ONF désire acquérir ce terrain mais elle s'est toujours heurtée à un refus du propriétaire.

La population est résignée et réagit en fataliste, attitude guidée par le pouvoir qu'a toujours représentée l'Armée dans les vallées, surtout en Alsace.

Le Comité de Défense de la Haute Bers ne veut pas d'un nouveau «Larzac», et son but est de créer une réserve naturelle dont le domaine de la Haute Bers serait un des éléments les plus importants.

Comité de Défense de la Haute-Bers
2, rue du Tissage 68780 Senthelm

jeux olympiques

Les prochains Jeux Olympiques doivent avoir lieu à Moscou en 1980. Comme à Berlin en 1936, comme la Coupe Davis dans le Chili de Pinochet, comme le «Mundial» dans l'Argentine de Videla, comme les Championnats d'Europe d'athlétisme à Prague dans une Tchécoslovaquie toujours occupée, une fois de plus une grande compétition sportive internationale va masquer l'oppression de millions de gens dans le pays qui l'organise et permettre au régime de renforcer son image de marque à l'échelle internationale.

Pour tous les états, le sport est devenu une politique et les dirigeants de l'URSS comptent bien s'en servir.

Il n'y aura pas de «trêve olympique» pour les syndicalistes emprisonnés, les opposants baillonnés, les artistes interdits. Au contraire, comme en Argentine, la bonne tenue de la compétition implique une répression plus dure encore des opposants : les dirigeants soviétiques feront taire de gré ou de force, tous ceux dont l'action compromettrait les bénéfices politiques qu'ils comptent retirer de cette compétition.

Le prétendu «rassemblement fraternel de la jeunesse» se tiendra sous la protection armée des forces spéciales de sécurité, ce qui transformera l'enceinte olympique en camp retranché où les journalistes, les touristes, les sportifs et les accompagnateurs seront sévèrement contrôlés et surveillés.

D'ores et déjà, les investissements financiers sont à la mesure des espérances des dirigeants soviétiques. Cette opération de prestige, évaluée actuellement à 7 milliards de francs, se fera au détriment d'une amélioration des conditions de logement et de transport, et au profit des multinationales participant à la tenue des Jeux.

La préparation des Jeux donne lieu dès maintenant à une vaste mobilisation chauvine des esprits : il s'agit d'instaurer un climat d'adhésion aux objectifs du régime en place, qui fera du nombre de médailles obtenues l'indice de la réussite de son système politique.

Comme pour l'Argentine, un Comité de Boycott s'est constitué :
COBOM 14, rue de Nanteuil 75015 Paris

chimie bureaucratifiée

Il existe actuellement plus de 4 millions de substances chimiques différentes, et on évalue à pas moins de 63000 le nombre de celles qui sont d'usage courant. On estime en outre de l'ordre de 200 à 1000 les nouveaux produits mis sur le marché chaque année, et la production de plus de 100 substances dépasse 50000 tonnes par an. Un certain nombre d'accidents dus à des produits chimiques et qui ont entraîné des dommages graves pour la santé et pour l'environnement, ont amené depuis quelques années les pouvoirs publics à renforcer les contrôles réglementaires. Au cours des années 70, huit pays Membres de l'OCDE ont adopté une législation qui vise à élargir la portée des mesures de contrôle des produits chimiques en imposant une évaluation des effets potentiels de ces produits.

Une description plus complète des travaux qui seront entrepris dans le cadre du nouveau programme peut être obtenue auprès de la Division de la Presse de l'OCDE 2, rue André Pascal, 75775 Paris cédex 16. Tel 524 80 89.

OCDE - Service de l'Information

Ce qui a marché pour les présidentielles et les municipales a échoué pour les législatives. Le piège électoral s'est refermé sur les écologistes, divisés pour une affaire de tactique. N'aurait-il pas mieux valu «sauter» les Législatives pour préparer les Européennes ?

La bêtise politicienne, ce n'est pas d'aller aux élections. Ce n'est pas non plus de ne pas y aller. Les élections, il faut y aller quand on peut en faire un «coup sympa». Dumont, c'était un bon coup. Des tas de gens entendaient un écologiste pour la première fois. Les municipales aussi, ce fut un bon coup. Parce que nous avons su créer la surprise, susciter intérêt et sympathie dans de nombreuses communes.

La bêtise politicienne, c'est de croire que c'est arrivé, et qu'on peut recommencer deux fois le même coup. Et c'est

tes, vous dis-je ! Mais pourquoi ne pas expliquer les vraies raisons qui nous interdisent d'aller aux européennes ? Vous avez deviné : par bêtise politicienne.

Remarquez, ce n'est pas encore là le sommet de la bêtise politicienne. Non, le sommet, c'est de dépenser du temps, de l'argent et de l'énergie pour organiser le boycott des élections européennes. Comment se faire piéger par le cirque électoral sans en tirer aucun bénéfice ! Prodigieux ! L'alternative est pourtant simple. Soit on pense pouvoir faire un bon coup, on y va, on



Photo Lambours

surtout de se laisser diviser par un truc dont on ne cesse de dire que ce n'est pas très important, les élections. Et de sombrer dans l'invective et l'excommunication, relisez la presse de l'époque, vous verrez. Alors qu'au fond, les seules divergences sont tactiques. Le second tour, le rapport à la Gauche, tout ça n'est pas fondamental si l'on regarde le phénomène électoral d'un point de vue pragmatique et non dogmatique.

La bêtise politicienne, ce fut donc de s'entre-déchirer à l'occasion des législatives de mars dernier. Voire même de n'avoir pas prévu ces divisions, dans ce contexte si difficile d'un possible changement de majorité. Bref, la bêtise politicienne, c'est d'y être allé, sous quelque banderole que ce soit. Il aurait fallu sauter à pieds joints par dessus les législatives françaises pour aller comme un seul homme aux européennes, qui voici deux ans s'annonçaient sous de bien meilleurs auspices : pas d'enjeu de pouvoir réel, donc vote «de préférence», concernant un avenir à moyen ou long terme sur lequel nous avons tant de choses à dire... Bref, de quoi faire un bon coup. Et si nous avions eu quelques députés pour faire de l'agit-prop institutionnelle à la manière du Partito Radicale Italien, pourquoi pas ? N'y pensons plus, c'est rapé.

C'est rapé parce que notre bêtise, que je n'hésiterai pas à qualifier de politicienne, nous empêche d'aller tous ensemble aux européennes. La division du mouvement écolo au sens le plus large, fruit des dernières élections, est la seule vraie raison de ne pas y aller. Toutes celles qu'on avance actuellement ça et là (au RAT et au MAN notamment), auraient pu être aussi bien données il y a un an. Exemple : pourquoi cautionner plus un Parlement national qu'un Parlement européen ? Parce que l'Europe qui se met en place n'est pas celle dont nous voulons ? Ah bon, parce que l'Etat français, lui... Prétextes, prétext-

profite au maximum du mégaphone tendu aux candidats, voire à des élus ; soit on peut pas y aller, alors on fait autre chose, vains dieux ! On fait comme d'habitude. On parle dans des radio-pirates ; on marche sur Paris ; on se met en grève ; on sabote la production ; on bousille les pylônes de lignes THT ; on vole des documents secrets ; on coince l'ordinateur central de la Préfecture de police ; on fait la grève de la faim ; ou alors on bouffe, mais bio ; on plante ses choux ; on couvre les CRS de lisier ; on coule par le fond les bateaux de déchets radioactifs... enfin non, ça, c'est un peu délicat ; mais vous voyez ce que je veux dire : la routine, quoi ! C'est-à-dire qu'on boycotte les élections, mais pour de vrai. Pas en discutant des heures la couleur du bulletin à glisser dans l'urne européenne, blanc, rouge ou vert à pois jaunes.

Bon. Reste à voir si vraiment on peut pas y aller. Car c'est peut-être dommage pour de bon ! Mais y a pas 36 solutions parce qu'y a pas 36 collectivités en lutte qui pourraient faire, pour leur propre lutte, un super bon coup au moment même où le besoin s'en fera le plus sentir, et en même temps rassembler, réunifier le «mouvement» au sens le plus large. Je n'en vois qu'une d'ailleurs : la tribu des paysans du Larzac.

Ils ont des alliés politiques à ménager, mon gars, faudra pas t'étonner s'ils se lancent pas là-dedans, mais tu peux toujours leur suggérer. Ben voilà, c'est fait.

Cédric

P.S. : Les cantons, c'est pas une échelle plus intéressante pour des écolos, ça ? En attendant «l'Europe des cantons», les élections cantonales approchent à grands pas : 18 et 25 mars, sauf erreur.

L'Allier en proie aux chercheurs d'uranium

C'est la ruée vers l'or des petits propriétaires

Ils sont là, une vingtaine assis bien sagement, vêtements des jours de marché, casquettes bien enfoncées sur les crânes. Les bancs font le tour de la pièce, unique salle de la mairie. Dans les places du fond, se sont glissées quelques personnes «pas du coin» que tous regardent d'un air méfiant, dame ! Les écologistes sont venus quelques fois par ici, et ça pourrait bien en être...

Derrière la grande table au tapis vert, sous le buste de marianne, se sont installés : le maire, un des leurs, âgé, il a quitté sa casquette et mis ses lunettes, tous l'appellent Joseph, il est visiblement heureux d'occuper ce poste, et le conseiller juridique de la Chambre d'Agriculture, monsieur venant de la ville, costume, cravate, moustache et cheveux bien lissés, qui vient d'arriver avec une serviette noire, bourrée de documents. «Nous sommes ici pour discuter de la valeur des terrains et rien d'autre, pas pour des cours d'écologie», qu'il dit le Joseph, en ouvrant la réunion et dirigeant son regard vers les bancs du fond. Il doit être bien plus catégorique avec les écologistes, ou ceux qu'il soupçon-

ne de l'être qu'avec les beaux messieurs de la COGEMA, le Joseph, cela se sent, bien sûr, son parti, le PC, est favorable au nucléaire, n'aime guère «les écologistes», et ce que dit le parti, il n'a pas dû réfléchir souvent si ça peut être discutable. Le conseiller juridique entame un long exposé sur les techniques d'expropriation, d'enquête d'utilité publique, tous écoutent en silence ce monsieur qui parle si bien. Quand, enfin, il se tait, quelqu'un bougonne : «Eh oui, oui ! On a été roulés par la SAFER que marche la main dans la main en va la COGEMA» - «T'as raison, Lucien, y nous pr'nons ce qu'y voulons, faudra s'organiser pa avère des indemnités», approuve quelqu'un d'autre.

«Je suis là pour ça» dit le conseiller, «Nous pourrions vous faire obtenir le maximum, si vous vous entendez et que personne ne signe pour un prix trop faible». Un tour de salle fait apparaître qu'il manque un certain nombre de petits propriétaires concernés. «Si y vont chez le Toine ou chez la Gustine, sont vieux et y compr'nons rien, ouais, ça qu'pourrait être dangereux, faudra s'en méfier» dit justement Gustave. «y m'en pr'

nons 13 ha sur 22, et y rasant les bâtiments, on voudrait obtenir des bâtiments neufs» dit Lucien. «Moi, 4 ha qu'y m'pr'nons». Toute l'assistance y passe, même celui a qui «on prend» seulement le jardin. Les langues se délient, plusieurs se plaignent «que le gars de la COGEMA y passons partout, on a jamais rien d'écrit, que des promesses verbales», on commence à récriminer : «Y a eu un nuage de poussière pendant l'été». La salle s'anime, le maire soudain très efficace, fait taire une dame du fond, sûrement une écologiste, qui s'inquiétait de savoir si des mesures de radioactivité de l'eau avaient été faites. Question incongrue, on n'est pas là pour ça, il a dit le Joseph. Le conseiller reprend rapidement la situation en main, présente le Président de la Chambre d'Agriculture qui vient d'arriver pour s'installer à la place d'honneur. «Bon, il faut vous constituer un comité de défense des propriétaires», c'est un peu long comme titre, on verra quelque chose de plus court. Le maire, cette fois prudent, au conseiller : «Vous croyez que c'est urgent aujourd'hui». Et voilà, désignation du Président, vice-président, etc. le conseiller les abandonne

quelques minutes, chaque pressenti se récite, ils n'ont tous «pas le temps de s'occuper de ça». - «Toi Joseph, t'es le maire, t'eras un bon président». L'intéressé se fait prier, il doit aimer, puis accepte, même processus pour les autres postes, celui de trésorier permettant «d'aller bouèrer un canon» paraissant le plus intéressant à plusieurs.

La discussion reprend. «Maintenant que vous êtes en comité nous pourrions vous aider pour obtenir le maximum, prix de vente plus indemnités, location jusqu'à trois fois parait-il le prix normal pour ceux qui ne voudraient pas vendre». Une seule ombre au tableau semble en préoccuper quelques-uns : la restitution des terrains. Les regards s'animent sous les casquettes, on va toucher des sous, les produits de la ferme auront-ils à souffrir de la proximité des mines ? il y aura peut-être mévente, glisse quelqu'un. Qu'importe, on verra à ce moment-là pour les indemnités à demander, dit le conseiller. Indemnités, il va en pleuvoir, ça devient le mot-clef de la réunion. La radioactivité, personne n'en parle, les nuisances d'exploitation, oubliées, le maire

confond allègrement les dépôts autorisés : 17 tonnes ou 17000 tonnes, il ne sait plus très bien, ça a l'air d'être presque pareil. Pour de l'argent, tous sont prêts à livrer leurs terres à la COGEMA, ils ne savent pas tellement pour quoi faire, ils prostitueront ces champs, ces paysages qui ont été les seuls horizons de leur vie. Qu'importe, ils toucheront de bonnes indemnités. La fierté et l'indépendance paysannes, ça n'est plus qu'un souvenir. L'attachement proverbial du paysan pour sa terre a brusquement fondu devant l'appât d'un gain qui semble facile. Mais toute médaille a son revers : dans quelques mois, le temps des belles illusions passé, certains réinventeront douloureusement le proverbe «on est toujours fin quand on revient de la foire».

J'ai quitté la salle écoeuré, avant de savoir combien le Joseph et ses administrés, avec l'aide de la Chambre d'Agriculture, vendraient la commune à la COGEMA.

Pierre ●



Dessin : Marie-Laure

Un journal qui s'appelle l'A.P.L. !

à Nantes, l'expression directe des luttes d'une région

Fin 72. Paris. L'affaire Orveney fait la une des journaux. Dans les rangs des agences de presse, une nouvelle née affute ses premières armes. C'est l'Agence de Presse Libération (APL). Son but : faire émerger une information autre, différente, donner la parole aux mouvements, luttes, alternatives qui prennent forme à cette époque. Rapidement la province prend le relais. De multiples agences de presse régionales apparaissent aux quatre coins de l'hexagone. Le vecteur principal de cette «nouvelle» information est le plus souvent un bulletin hebdo, véritable chronique des luttes locales. A Paris, l'APL, nationale et quotidienne, a très vite accouché du journal «Libération» (début 73). La province s'essoufle et un an plus tard seuls quelques hebdo tournent tant bien que mal (Caen, Rennes, Nantes). Restent aussi en course APL Paysan (national) et APL Belgique (1).

Fin 78, APL Paysan disparaît, «Libération» est devenu un «grand» journal. Côté province, un seul et unique rescapé : APL Nantes. Son histoire est celle de l'expression directe et de l'émer-

gence des luttes d'une région. Et elle n'est pas terminée. C'est aussi la lente mutation d'un bulletin d'agence de presse locale en un véritable journal régional de (contre) information.

Passer d'un bulletin...

A l'origine, APL Nantes, comme toutes les agences de provinces a été la réponse à un profond désir de créer un nouvel espace d'expression des luttes : concrètement, cela donnait un bulletin hebdomadaire où étaient retransmises les actions dans les boîtes, fermes, les écoles, les quartiers. Les courroies de transmissions des infos étaient des gens directement implantés dans les luttes, militants syndicaux, d'extrême gauche, Paysans-Travailleurs... (Au début il y avait une page interne aux Paysans-Travailleurs dans le bulletin). Le fonctionnement était simple : les textes, tracts, communiqués et prises de position étaient collectés puis discutés à la réunion du vendredi soir, puis bouclage pendant le week-end et le mardi, le bulletin, était dans les boîtes aux lettres. Malgré de faibles moyens matériels et parfois un manque de bras, l'APL a tenu le pari de la

régularité dans la parution de l'hebdo. Mais cette mécanique bien huilée était de par sa dynamique soumise à évolution : un certain ron-ron, une relative hétérogénéité dues au genre de l'information transmise, se sont fait sentir. D'autre part, une actualité de plus en plus diversifiée, l'apparition de nouveaux terrains de luttes (femmes, nucléaire, environnement, consommateurs, etc) ont obligé l'équipe à réaliser des enquêtes, des dossiers, à aller chercher l'information sur les lieux même des luttes. Témoin, par exemple, la lutte contre la centrale du Pellerin qui nécessite pour en rendre compte un véritable travail de journaliste. C'est là que peut être se cache un danger qui n'a point échappé à l'équipe et aux lecteurs : celui d'une certaine «professionnalisation» du journal au détriment de l'expression directe des luttes. Maintenir l'équilibre entre ces deux pôles, telle semble être l'orientation prise aujourd'hui par le journal APL.

à un journal

Journal, puisque depuis plus d'un an le titre «Agence de Presse Libération» a été abandonné au

profit de celui, moins lourd d'histoires, de «Agence de Presse Libre - Informations Régionales». Le fonctionnement peut sembler moins collectif, mais certainement plus responsabilisant : un petit groupe, qui travaille presque à temps complet prépare et assume le journal, et la traditionnelle réunion du vendredi soir tient lieu de débat (ouvert à tous) sur l'orientation des prochains numéros, sur les enquêtes à mener, les discussions soulevées par les positions du journal...

Côté diffusion, c'est l'offensive avec les moyens du bord : initialement distribué par abonnement, les copains de l'ALP essaient d'intensifier leurs ventes par les kiosques et couvrent maintenant une partie de la Loire-Atlantique. Quelques chiffres : en janvier 75, 350 abonnés. Octobre 78, 930, dont 1/3 sur Nantes, 1/3 sur le département, et 1/3 à l'extérieur. Côté lecteurs, la répartition est environ 250 paysans, 150 à 200 militants syndicaux et le reste des enseignants, éducateurs, étudiants, etc...

Si l'APL fait figure de petit dans la presse régionale, il ne s'en est pas assuré une solide - et

surtout indépendante - place et son existence est désormais reconnue et prise en compte : contact avec certains journalistes locaux, convocation aux conférences de presse, liens informels avec les partis de gauche et d'extrême gauche...

Mais les gens de l'APL ne sont pas toujours aussi «sérieux» et tristouneux que pourrait le faire croire cet article : on peut les voir souvent sur le terrain, aux manifs et aux fêtes, derrière leur stand ou devant la buvette...

Car s'il est d'abord et avant tout un journal, l'APL est aussi un lieu de passage et de rencontre, un espace commun à tout ce qui bouge, lutte et vit entre Bretagne et Vendée.

Dominique ●

APL 26bis, boulevard Robert Schuman 44300 Nantes, Permanence tous les jours de 17 à 19 h, Tel 76 26 33.

(1) APL Paysan B.P. 111 75014 Paris. APL Belgique 42, rue Faidier 1050 Bruxelles.

Le «meilleur des mondes» médico-social

La campagne de boycott du dossier scolaire lancée par les syndicats d'enseignants, de parents d'élève, de médecins et de travailleurs sociaux a obligé le gouvernement à reculer. Début juillet, Beullac, le nouveau ministre de l'Éducation Nationale faisait paraître un décret supprimant le «dossier Haby». Mais cette mesure facile est bien hypocrite (le projet peut être remanié en douce en codifiant le livret scolaire) et, surtout, ne change rien au fond du problème : le dossier scolaire n'était qu'un des éléments de la mise en fiche de toute la population ; d'ailleurs par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, il existe déjà un nouveau dossier scolaire : c'est le «dossier social scolaire» dont le Canard Enchaîné révélait (le 30 août 78) qu'il en traînait des milliers d'exemplaires au ministère de Mme Veil.

L'échec, en 1974, du projet SAFARI visant à mettre en fiche toute la population sur un ordinateur central (cf encadré) n'a pas empêché la mise en place progressive de fichiers centralisant les renseignements obtenus par plusieurs administrations. C'est au ministère de la Santé qu'est revenu le premier rôle en ce domaine : GAMIN, AUDASS, S.P., C.D.E.S. et COTOREP, fichier vaccinal INSERM, etc., sous couvert d'une amélioration de la prévention (prétexte puisque la lenteur des systèmes automatisés rend impossible toute prévention réelle) par le dépistage des handicaps physiques, psychiques ou sociaux, tous ces dossiers sont en principe confidentiels et relèvent d'administrations séparées, mais leur codage de base est le même (numéro INSEE) et les services qui les gèrent relèvent tous d'un même organisme : la Préfecture.

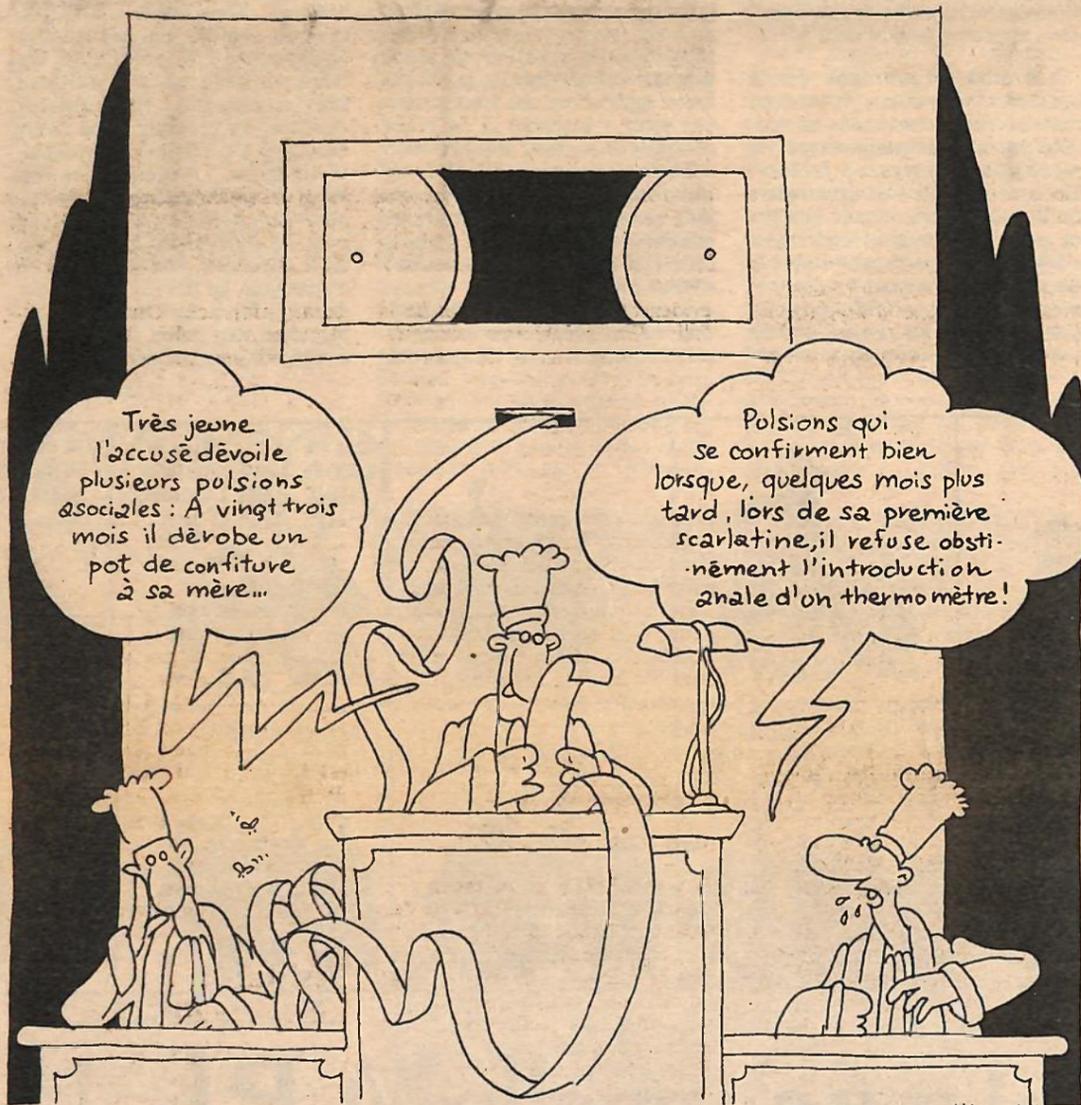
Il n'y a pas de hasard. La médecine a désormais pour rôle de définir la norme, sociale au lieu de travailler à la transformer. Restant le dernier domaine où la relation humaine individuelle prime et où le pouvoir de ses spécialistes peut encore être investi d'une dimension «sacrée», il lui est demandé d'être la courroie de transmission du pouvoir politique et judiciaire de la société technocratique et scientifique.

De la naissance à la mort, le fichage généralisé se fait par l'intermédiaire des nouveaux anges gardiens que sont les travailleurs médicaux-sociaux, mais suprême raffinement, c'est chacun, qui pour préserver sa sécurité (et toucher des allocations...) donne les renseignements nécessaires et démissionne devant les organismes seuls habilités à définir le handicap et sa normalisation.

GAMIN

Chaque enfant possède désormais un carnet de santé qui est remis à sa naissance à sa mère. Depuis 1970, vingt examens médicaux sont obligatoires entre 0 et 6 ans. Depuis 1973, les trois premiers d'entre eux (à 8 jours, au 9ème mois et au 24ème mois) sont codés pour être mis en fiches informatiques ; depuis 1975, l'obtention des allocations post-nata-

SAFARI, GAMIN Le flicage des enfants continue



les est conditionné à l'envoi d'un double de ces certificats à la Caisse d'Allocations Familiales. Un premier volet est destiné à la direction départementale de la Protection Maternelle et Infantile, où l'on trouve une multitude d'informations sous forme codée : conditions de grossesse, de naissance, maladies ou malformations de l'enfant ; on y trouve aussi des questions insidieuses : mode de garde de l'enfant, nombre de grossesses antérieures (au 8ème jour), «l'enfant nécessite-t-il une surveillance médicale et sociale particulière ?» (9ème et 24ème mois), «obéit-il à un ordre simple ?» (24ème mois) ! (Graines de contestataires, on vous a à l'œil...) La deuxième volet destiné à la CAF ne comprend que les renseignements administratifs sur l'enfant et ses parents. Le résultat de ces trois examens obligatoires est porté en outre sur le carnet de santé (comme tous les examens obligatoires qui ne donnent pas lieu à la mise sur fiche) où peuvent être notés par le médecin tous les détails organisant la surveillance médicale de l'individu pendant sa vie : examens, vaccinations, radios.

AUDASS

AUDASS (automatisation des Directions départementales de l'ac-

tion Sanitaire et Sociale) : Tout parent sollicitant, par l'intermédiaire d'une assistante sociale, l'attribution d'une aide sociale à l'enfance (A.S.E.), doit remplir un dossier donnant une multitude de renseignements sur son activité professionnelle, son budget mensuel (ressources et charges), les noms/âge/adresse/profession des parents, grands-parents et enfants, etc... Ces derniers renseignements ne sont en principe pas codés, mais les renseignements suivants le sont : religion de l'enfant ? mœurs des parents ? ont-ils été incarcérés ? sont-ils chômeurs ? alcoolisés ? malades ? l'enfant est-il fugueur ? déscolarisé ? motifs de l'admission à l'allocation, etc...

Pour toute personnes sollicitant une allocation par l'intermédiaire d'un bureau d'aide sociale (B.A.S.) un dossier semblable est élaboré. Mais, plus encore, le rôle du travailleur social consiste désormais à détecter les catégories de population relevant de l'aide sociale et à constituer de lui-même ces dossiers ; 21 millions de personnes sont directement concernées : handicapés, personnes âgées, immigrés, chômeurs, etc.

Une conclusion s'impose : seules les personnes aisées ne sollicitant pas d'allocation sociale, les problèmes économiques des personnes ayant des ressources insuf-

fisantes sont transformés en problèmes sociaux.

CDES et COTOREP

C.D.E.S. et C.O.T.O.R.E.P. (commission départementale d'éducation spécialisée et commissions technique d'orientation et de réinsertion professionnelles) : tout enfant en difficulté dans le système scolaire est susceptible de relever d'une CDES : enseignants, médecins scolaires, assistante sociale, psychologue scolaire peuvent intervenir auprès du directeur d'école pour saisir la CDES. Cette commission est composée en majorité de représentants de trois administrations (Éducation Nationale, Santé, Affaires Sociales) : chacune nomme trois titulaires auxquels se joignent un représentant des organismes privés qui peuvent être concernés (I.M.P. par exemple) et deux représentants des usagers (Association des Parents d'Elèves, Association des Familles d'enfants handicapés) ; la CDES est assistée d'une équipe technique comprenant un enseignant et un éducateur spécialisés ; un psychologue et une assistante sociale ; un médecin PMI et un médecin du secteur psychiatrie juvénile. Les parents («qui ne peuvent être à la fois juge et partie», dicit Lenoir, sous-entendu que le sort des enfants relève

désormais de commissions organisées comme des tribunaux !) ne sont qu'à peine représentés par leurs associations qui risquent d'être toujours minoritaires au moment des décisions. Contre celles-ci, il n'y a de recours qu'après de juridictions compétentes de la Sécurité Sociale, l'Inspecteur d'Académie, le directeur de la DASS (tous les deux participent à la CDES !) et le Juge des Enfants ; les parents de l'enfant sur lequel on statue sont quand même convoqués avec la possibilité de se faire assister de leur médecin traitant (la CDES se réservant d'opposer à celui-ci des experts de son choix) et peuvent avoir une entrevue avec la commission technique.

La CDES, qui est une conséquence de la loi d'orientation en faveur des handicapés (1975) est donc un magnifique piège à trier et orienter les enfants de la naissance à leur entrée dans la vie active. Elle enquête sur la «nature des handicaps» : physiques, sensoriels et mentaux et décide s'il y a maintien de l'enfant dans la famille et l'école et des mesures de soutien psychothérapique ou s'il doit être placé dans un établissement spécialisé de l'Éducation Nationale, de la Santé ou de la Justice. Son boulot est facilité par la mise en place progressive dans chaque département d'un Service Unifié de l'Enfance, dirigé par un médecin désigné par le Préfet et regroupant des représentants des services suivants : Protection Maternelle et Infantile, Enfance Inadaptée, Aide Sociale à l'Enfance, Service de Santé Scolaire. L'articulation des CDES avec tous ces services permet donc l'utilisation rapide des renseignements collectés dans les trois certificats obligatoires GAMIN. Ce système permettra en outre de contrôler les établissements spécialisés : on obtiendra sans doute ainsi l'élimination de ceux qui ont des pratiques répressives barbares (comme à l'Espérou), mais aussi la mise au pas des expériences pédagogiques ou thérapeutiques anti-autoritaires (un fichier des éducateurs est d'ailleurs en train d'être établi). Lorsque le handicapé rentre dans la vie active, ce sont les COTOREP qui prennent la relève. Leurs contributions et attributions sont du même ordre que celles des CDES. Les COTOREP concernent aussi ceux qui deviennent handicapés à l'âge adulte : les travailleurs sociaux sont chargés de les dépister et d'établir les demandes d'allocations s'il y a lieu. Les COTOREP travaillent en lien avec l'Agence Nationale pour l'Emploi et l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes.

fichier vaccinal

Depuis 1973, l'INSERM met au point un système de fichier informatisé pour surveiller à partir de la naissance l'application rigoureuse de l'obligation vaccinale (25 vaccinations et rappels sont obligatoires de 0 à 20 ans). Actuellement, selon le type de vaccination, il y a de 50 à 90% d'abstentions. Une expérience pilote fut menée en 1973 sur trois communes (Vitry, St Maur et Montpellier) : dès la naissance d'un enfant, les parents reçoivent une circulaire les informant sur les vaccinations obligatoires, puis d'autres circulaires rédigées en termes ambigus, s'ils n'avaient toujours pas fait vacci-

ner leur enfant. Résultat : le pourcentage des enfants de moins d'un an vaccinés est passé à Vitry de 4 à 50% pour la diphtérie-tétanos et la polio, de 15 à 70% pour le B.C.G. Quand on sait qu'aucune vaccination n'est obligatoire avant l'âge de un an, on voit que le fichier vaccinal est d'une redoutable efficacité. L'utilisation systématique des vaccins est largement contestée ; au moins faut-il tenir compte des contre-indications et savoir qu'une vaccination n'est jamais anodine et qu'un ordinateur ne peut pas en décider le bien-fondé à lui tout seul. Le but du fichier INSERM va en fait plus loin : il permet de dépister les réfractaires (parents, enfants et aussi médecins) et de les réprimer plus efficacement : on a vu ainsi la police

intervenir directement (cf la GO n° 231). Les assistances sociales ont d'ailleurs à faire respecter l'obligation vaccinale et il y a au moins deux ou trois cas ces dernières années d'enfants enlevés à leurs parents qui refusaient de les faire vacciner ! Le fichier vaccinal vient à point pour doubler le fichier GAMIN pour le cas où celui-ci ne serait pas assez contraignant, tout en assurant le relais avec AUDASS puisqu'il suit l'individu jusqu'à la fin des périodes de vaccination obligatoire (25 ans).

La S.P. (sectorisation psychiatrique) :

La S.P. récupère et détourne les critiques qui dénonçaient l'existence de l'asile et mettaient en

Big Brother vous regarde

Rares sont ceux qui peuvent échapper aux multiples fichiers : relevé d'électricité, permis de conduire, feuille d'impôt, sécurité sociale, compte bancaire, assurances etc. sont codés et fichés sur ordinateur. Ce développement de l'informatique et sa main-mise possible par le pouvoir politique et judiciaire a soulevé quelque émotion : une commission parlementaire «Informatique et Libertés» a été créée en 1974. Son premier rapport dénonçait le danger du projet SAFARI. Le Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et les Répertoires Individuels visait à la création d'un fichier central contenant les coordonnées de base et le numéro INSEE de chaque individu ; ce fichier devait permettre l'interconnexion rapide entre les différents fichiers de l'administration (au moins une quarantaine au niveau national) voire avec les fichiers privés ; on devine l'intérêt d'un tel fichier central pour accroître l'efficacité de ceux de l'armée, la justice et la police. A la suite de l'intervention de la commission, SAFARI a été abandonné...

Comprenez qu'il a été mis de côté. On peut craindre en effet qu'il ne ressorte un jour des tiroirs quand on sait que lors du vote de la «Loi Informatique et Libertés» le 4 octobre 77 (qui a transformé la commission en institution légale), les amendements proposés par la gauche ont été repoussés ; ils représentaient pourtant le minimum de garanties véritables pour les libertés individuelles et collectives : élection des membres de la commission nationale de surveillance au lieu de sa nomination par le gouvernement ; droit de regard des organisations syndicales sur les ordinateurs, etc...

En outre, la création de fichiers centralisés par le Ministère de la Santé revient à mettre en place une bonne partie du projet SAFARI, mais d'une manière plus sophistiquée et plus discrète (on attend toujours une opposition nette de la gauche à ce sujet). C'est en 1972, que ce ministère créait une Division Organisation et Méthodes Informatiques pour doter chaque Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales d'un système informatique devant simplifier les activités et la gestion des services multiples relevant de la DDASS. Le fichier GAMIN voyait alors le jour en 1973, suivi par AUDASS en 1974.

En 1975, le secrétaire d'Etat à l'action sociale, René Lenoir était à l'origine d'une loi «d'orientation en faveur des handicapés». René Lenoir est l'auteur d'un livre remarqué, «Les Exclues» (Ed. du Seuil), qui lui a valu d'être appelé au gouvernement par Giscard d'Estaing. Sa loi se propose de substituer la notion de «solidarité nationale» à celle, périmée, d'«assistance». Mais les déclarations d'intention généreuses qui ouvrent cette loi restent vagues et fort générales ; et si on a pu la présenter comme une loi progressiste, elle l'est dans la lignée de libéralisme de façade de Giscard. Elle s'inscrit en effet dans la droite ligne de la politique médico-sociale actuelle : définir le handicap et par contrecoup la norme sociale, morale et sanitaire dominante. GAMIN/AUDASS représentant le premier volet de cette normalisation en organisant le dépistage. Les CDES et COTOREP créées par la loi Lenoir en sont la suite logique, en organisant le triage et l'orientation de la population.

La loi sociale et la loi hospitalière, la réforme Haby, le contrôle médical des arrêts de travail, la réforme étendant la Sécurité Sociale à l'ensemble de la population complètent l'ensemble. Personne ne doit échapper à une intégration dans le système économique actuel (y aurait-il un rapport entre la mise en place de ces nouveaux systèmes sociaux et le redéploiement industriel ?).

On peut rester rêveur devant cette volonté de donner une définition précise de la notion de handicap, cette volonté de la définir scientifiquement et uniquement à partir de la logique binaire oui/non de l'ordinateur.

Attention le Meilleur des Mondes dirigé par Big Brother se cache derrière tous les valeureux chevaliers de l'assistance médico-sociale et de la solidarité nationale.

Régis Pluchet

Contact : groupes locaux ou mouvements qui ont pris nettement position contre GAMIN et AUDASS, comme le syndicat de la médecine générale (12 rue Decres, 75014 Paris) et la Confédération des syndicats du Cadre de Vie (28 Bd Sébastopol, 75004 Paris).



Photo Baumann

évidence les causes sociales de la folie. Des psychiatres «progressistes» proposaient de guérir le malade en le réinsérant dans le milieu social à changer ; la S.P. (qui se traduit par l'hospitalisation à domicile) reprend cette idée de réinsertion du malade, mais elle tend à médicaliser (voire psychiatiser) les problèmes sociaux (handicaps, mauvaises relations sociales, misère économique, dé-culturation, etc.) facteurs de maladies mentales. On ne s'étonnera donc pas de ses liens directs avec la DASS et les services de police ; elle tend d'ailleurs à remplacer d'une manière plus efficace une partie de ceux-ci.

L'orientation, nouvelle sélection

Avec GAMIN, ce qui est en jeu, c'est le repérage systématique des enfants à risque dont les parents sont : immigrés, étudiants, femmes de ménage, manœuvre, salarié agricole, ancien agriculteur, sans profession, chômeur, mère célibataire, mère âgée de moins de 18 ans ou de plus de 40 ans. Ici, ce sont tous les individus qui sont fichés. En principe les fichiers sont banalisés (suppression de l'identification individuelle) et les certificats détruits. Mais leurs données auront déjà été collectées par d'autres fichiers comme nous l'avons vu. Pour le moment AUDASS concerne essentiellement les personnes demandant une allocation, mais très rapidement AUDASS disposera de toutes les données de GAMIN (qui n'est qu'un maillon d'AUDASS). La nature et le nombre des renseignements demandés dans toutes les enquêtes précitées laissent se profiler un quadrillage de la population et en même temps la mise en place de filières multiples d'orientation, le nouveau nom de la sélection et du découpage des différentes activités en fonction des classes sociales.

Médecins, enseignants, parents d'élèves, assistants sociaux, animateurs, éducateurs, infirmiers, puéricultrices, tous sont appelés à participer d'une manière ou d'une autre à ce système. Ils en sont eux-mêmes prisonniers. La mise en place des traitements informatiques ne se fait pas sans résistance des professions concernées. Le syndicat des médecins PMI, par exemple, tenait récemment un colloque consacré à GAMIN : il réclame que la banalisation du fichier soit renforcée par la suppression du numéro INSEE qui permet toutes les interconnexions entre fichiers et la reconstitution des identités. On peut se demander jusqu'à quel point une telle mesure, par ailleurs souhaitable,

serait efficace. On a déjà 34 départements reliés à 12 centres informatiques qui établissent des milliers de fiches GAMIN contenant le numéro INSEE : comment être sûr qu'elles n'aient pas été déjà retranscrites ailleurs le jour où l'on décidera la suppression de ce numéro. Car les liens avec les autres fichiers se font déjà. Et les syndicats professionnels qui défendent la même revendication que les médecins P.M.I. oublient trop souvent que c'est à tous les fichiers qu'il faut s'attaquer à la fois. A noter, ce paradoxe que les rares organisations qui ont compris la globalité de ce combat ignorent en général le fichier vaccinal (tant le tabou sur les vaccins est fort) qui lui n'est pas prêt d'être banalisé... De toutes façons, c'est le système de codage, les critères de «handicaps et de risques» qui sont en cause. C'est donc la suppression totale des fichiers qu'il faut obtenir.

Résistance à la normalisation

La gauche jusqu'ici n'a pas pris clairement position. Croira-t-elle qu'il existe «un bon fichage de gauche» ? Quoiqu'il en soit la mobilisation contre GAMIN commence à être importante (même Marie-Claire a publié en novembre un fort bon article mettant en garde contre GAMIN). Le boycott discret ou collectivement décidé par les personnels concernés le rend déjà inefficace dans certains départements. Dans une moindre mesure, différents mouvements de boycott d'AUDASS ont eu lieu : en particulier dans le Val de Marne, département pilote pour sa mise en place. Les travailleurs sociaux C.F.D.T. ont pu démarrer des actions contre GAMIN et les lier à la lutte contre AUDASS ; leurs interventions se sont faites dans un second temps en intersyndicale avec la CGT et la FEN et ils ont pu commencer à faire circuler l'information sur la région parisienne par l'intermédiaire du bulletin départemental de l'union des syndicats CFDT. Mais c'est à Nantes que s'est développée l'action la plus originale et la plus large : depuis juin 77, une plateforme commune intersyndicale a été élaborée et diffusée dans de nombreux quartiers et entreprises ; outre des réunions d'information une manifestation réunissant 500 personnes a eu lieu au mois de mai 78.

Les actions entreprises restent pourtant dispersées. La résistance reste à organiser, en rejoignant les groupes déjà existants, ou en participant à la création de nouveaux collectifs intersyndicaux et interassociation de boycott. Le

boycott est aussi à la portée de chacun : en faussant les données exigées ou en n'en donnant que le minimum. En exigeant aussi de posséder son propre dossier et en ne laissant pas les travailleurs sociaux envoyer eux-mêmes les demandes d'allocation ou le médecin le certificat de santé.

Un carnet de santé alternatif

Les réunions d'information sont bien sûr nécessaires à la sensibilisation. Mais celle-ci s'avère difficile à obtenir devant la complexité des problèmes soulevés. Des formes d'actions nouvelles doivent être imaginées. Ainsi un groupe dans les Deux-Sèvres et le Maine-et-Loire envisage de travailler à l'élaboration d'un «carnet de santé alternatif» : le but étant de populariser plus facilement l'action en la posant de manière positive. Un tel carnet aurait pour première particularité d'appartenir à la personne concernée, au contraire des dossiers médicaux que refusent de communiquer médecins, hôpitaux et assistants sociaux. En outre, il serait conçu d'une manière différente des carnets actuels et ses renseignements bien sûr ne seraient pas codés : outre l'indication des mesures habituelles permettant un bilan de santé, on y trouverait des données d'hygiène et d'alimentation, un fichier immunologique donnant les contre-indications des vaccinations et les moyens de les éviter, un tableau permettant de noter les doses d'irradiation médicale reçues et indiquant celles à ne pas dépasser, etc...

Régis Pluchet

Bibliographie :

Documents consultés :

- «GAMIN, tu nous FICHIER» : à commander contre 3 F au CNTS, 9 rue de l'Hippodrome, 44 300 Nantes.
- Fichage-normalisation : un excellent numéro de l'Ecole Emancipée réalisé en collaboration avec le CNTS et le MAJ. Analyse le secteur social, GAMIN, AUDASS, le CDES, l'ex-dossier scolaire, les classes de perfectionnement, AUDASS, la sectorisation psychiatrique. (A commander contre 5 F à : Desachy, rue de la Croisette, St Vast les Mello, 60910 Cramoisy).
- GAMIN/AUDASS/Loi Lenoir / Une politique de sélection et de fichage : dossier publié par Fracture n°5 (20 F, B.P. 164, 75 523 Paris Cedex 11).
- Attention vos enfants sont mis en fiches : un excellent article, plus facile à lire que certaines analyses des autres documents cités (Marie-Claire, novembre 78).
- L'Impatient n°6 : ce GAMIN est dangereux, le fichier vaccinal, mesurer l'intelligence, qui est fou ! (avril 78, le n°5F, B.P. 8 77 240 Cesson).
- «GAMIN... à risques» : Union régionale parisienne CFDT/Travailleurs Sociaux.
- On peut aussi se procurer les «Pavés de l'Enfer», mirage d'une gestion technicienne de l'enfance par Alain Masson (éd. Bords). Et, bien sûr, il faut consulter les certificats de santé/GAMIN, les demandes d'allocation/AUDASS et les directives des administrations départementales concernées (demander aux travailleurs médicaux-sociaux de les détourner ou les photocopier). Ne pas oublier non plus de consulter «Les Exclues» de Lenoir (Ed. du Seuil) et la loi d'orientation pour les handicapés (dite Loi Lenoir) : on peut se la procurer auprès de Actualités Sociales Hebdomadaires, 14 bd Montmartre, 75009 Paris qui a édité trois numéros spéciaux : «La loi d'orientation du 30 juillet 1975 ; mesures en faveur et adolescents ; mesures en faveur des adultes handicapés ; 3 F le n°».

On peut aussi organiser une projection du film «Alertez les bébés» qui traite des problèmes du fichage, diffusé par «Le Grain de Sable», 15bis rue Marcel Allegot, 92190 Meudon (Tél.: 16-(1) 344.16.72.).

Outre le collectif de Nantes (cf adresses plus haut), on peut contacter l'Union régionale C.F.D.T./travailleurs sociaux et l'union départementale du Val de Marne. Un collectif tente de se mettre en place (difficilement) sur Angers (contact, section F.O./santé, Bourse du travail).

Lunaception

En tant que femme et en tant qu'écologiste, on est doublement concerné par les méthodes modernes de contraception. Voilà un petit inconvénient qu'on n'aurait pas si on était homme et fervent convaincu du progrès.

Louise Lacey passe au crible et remet totalement en cause ces méthodes, en commençant par la notion même de contrôle des naissances : « Dans notre culture, on pense que le contrôle des choses vivantes est à la fois possible et souhaitable. Mais en fait, on ne contrôle réellement jamais rien, on manipule, c'est tout. »

Si son analyse est irréfutable, la solution qu'elle préconise est à appliquer avec circonspection : Philippe Caza donne une description de la lunaception, tandis que Claire et Aline font part de leur expérience. Nous vous dirons dans quelques mois si la petite communauté des Circauds s'est agrandie, auquel cas nous aurions le regret de faire savoir à Madame Louise Lacey que sa méthode n'est pas efficace à 100%.

La recherche de Louise Lacey pour une nouvelle « méthode » de contraception passe par l'ethnologie : étudiant « la féminité dans diverses sociétés » Louise Lacey prend bonne note des nombreux rapports symboliques que les sociétés traditionnelles font entre la fécondité féminine et la lune. Elle se plonge alors dans l'étude des rythmes cosmiques et de l'influence des deux grands luminaires, soleil et lune, sur les êtres vivants et, en particulier, l'influence de la lune sur les cycles de reproduction. Avec cet élément intéressant que, là où il y a influence, ce ne serait pas, comme pour les marées, la force d'attraction gravitationnelle de la lune qui serait responsable, mais sa lumière. « Après avoir pris connaissance de toutes ces recherches, j'en arrivai à la question la plus fondamentale : est-ce que la lune affecte la reproduction humaine, et si oui, comment ? La lumière artificielle supprime-t-elle cet effet ? » En effet, selon certaines études, il semblerait que chez les peuples dits primitifs des pays chauds, nombre de femmes aient un cycle qui suit les phases de la lune : règles en nouvelle lune, ovulation en pleine lune. Or « notre civilisation actuelle se caractérise par la création d'un environnement artificiel - et particulièrement d'un éclairage artificiel. » L'éclairage électrique, en nous faisant sortir des rythmes naturels de la lumière lunaire, serait-il responsable de l'irrégularité du cycle de la femme moderne ? (Encore un méfait d'E.D.F. quoi !)

Il s'agirait donc, avant tout, d'échapper à cette pollution lumineuse et de recréer les conditions naturelles d'alternance de lumière lunaire et d'obscurité. Le mérite de l'idée et de sa première mise en pratique revient au physicien Edmond M. Dewan qui avait sans doute suivi un peu le même cheminement mental qu'elle. Cherchant comment régulariser le cycle menstruel, il eut l'idée d'utiliser la lumière, en partant du fait que la durée moyenne du cycle féminin est proche de la durée du mois lunaire.

La pilule, c'est chimique. Le stérilet, c'est infectieux. Le diaphragme, ça dépoétise. Reste la contraception par les astres...

Il essaya donc de recréer les conditions d'influence de la lune en faisant dormir sa femme, puis les patientes d'une clinique gynécologique, avec une lampe allumée dans leur chambre les 14^e, 15^e, 16^e et 17^e nuits de leur cycle menstruel (en situant le début du cycle au premier jour des règles.)

Les résultats furent probants : régularisation de la durée des cycles, avec une majorité de cycles de 29 jours (toutefois sans corrélation avec les phases lunaires), ovulation située pendant les nuits avec lumière.

Il semblerait bien que ce soit la lumière qui déclenche l'ovulation. Par quel moyen ? Rien n'est prouvé, mais on peut songer au rôle, encore bien mystérieux, de la glande pinéale...

Passionnée, Louise Lacey voit là une véritable alternative et décide de tenter l'expérience.

Elle commence par s'établir une courbe précise de température, puis elle dort avec une lampe allumée dans sa chambre pendant les 14^e, 15^e, 16^e nuits de son cycle. Toutes les autres nuits du mois, elle se débrouille pour dormir dans une obscurité totale, obstruant les moindres interstices qui permettraient à la lumière des lampadaires ou des phares de voitures de pénétrer dans sa chambre. Au bout de quatre mois de ce régime, le cycle s'était coordonné avec la lumière. Et qui plus est, résultat imprévu, l'ovulation coïncidait avec la pleine lune. (Sans doute, avant, était-elle déjà, par « hasard » proche du rythme lunaire.)

Liée au cosmos

La recherche n'a pas débüté avec Lunaception mais suite à un travail en astrologie. Je suis née un jour de pleine lune et, d'après d'autres travaux faits par Jonas, Tchécoslovaque, mon ovulation est liée à la position de la lune lors de ma naissance : Le cosmos - certains astres - influe sur mon ovulation. Et c'est alors que je me suis servie de Lunaception (phénomène de la pleine lune - ou lumière - captée par l'hypophyse et déclenchant l'ovulation), pour connaître exactement le jour de mon ovulation. Ma vie est très liée au cosmos ; j'ai eu la chance - inconsciemment - de « profiter » de la lumière de la lune pendant deux ans en dormant dehors. J'ai beaucoup plus d'activités, d'é-

nergies, de créations jusqu'à la pleine lune, et ressens un peu plus de fatigues et de déprimés ensuite. Je le vis encore ici, beaucoup moins fortement, perturbée par une vie irrégulière, des voyages, des nuits « blanches », et par un travail psychologique influant très nettement sur le corps. Concrètement, depuis quelques mois, je suis d'un peu plus près mon cycle (me renseignant par la température, les pertes, les maux de ventre, les seins), en allumant régulièrement le 14^e jour s'il y a trop de nuages... Je pense qu'il faut bien un an avant de pouvoir parler sérieusement de cette contraception-lunaception. Je ne mène pas de vie rigide et stricte, je n'emploie pas cette

« méthode lunaception » aussi catégoriquement que Louise Lacey et la transforme peu à peu à mon cas personnel en la liant aux études de Jonas. Le point le plus important étant d'avoir de la lumière le 14^e jour. C'est une autre écoute de soi, une autre approche, un autre rythme. J'ai toujours ressenti vivement cette attirance du cosmos sur ma propre vie, liée à mes activités, à mes idées. Ces phénomènes - à si grande échelle - et agissant directement sur moi me passionnent. Simplicité dans une autre dimension - Approche d'un vrai - Liée au cosmos dans la folie du monde. La lune en est à son dernier quartier, je vais dormir... Aline ●

Horloge interne

Je remets en cause la médecine et mon alimentation et j'avale tous les soirs ma petite dose d'hormones. Je cherche à vivre en harmonie avec mon corps, à le découvrir, le libérer des tensions accumulées au cours des années et je pense à me faire poser un stérilet, petit corps étranger qui sera logé en un point central quant à la circulation d'énergie ! Que de contradictions ? Autour de moi, la réflexion débouche sur la même impasse : nous n'avons pas de choix réel. Quelque soit le moyen de contraception choisi, il l'est de mauvaise grâce, vécu comme un pis aller et contraignant. Alors pas d'alternative ? C'est à ce stade de mes questions et de mes contradictions que j'ai entendu parler de Louise Lacey et de la lunaception. Et j'avoue que je me suis laissée séduire par ce livre. Non, je ne suis pas devenue subitement une inconsciente de la lunaception. La « preuve » n'est pas encore faite pour moi piqu'il y a maintenant six mois que j'ai cessé de prendre la pilule pour essayer cette méthode et je ne suis pas

encore réglée sur la lune. (Mes cycles sont réguliers). Mais peu importe, j'ai l'intuition que cette recherche aboutira, qu'elle me convient. De mécanisme soumis, réglé et déréglable à volonté par le jeu d'hormones, mon corps devient maître, distillateur de signaux à décoder, ensemble vivant à sentir, écouter et comprendre. Je découvre alors que des signes auxquels j'étais insensible me sont donnés chaque jour et que j'ai le pouvoir de les faire revivre. A l'écoute de mon corps, je constate que mes seins passent chaque mois par le cycle de tension douloureuse qui précède les règles, le moment d'apparente inactivité puis de nouveau cette plénitude au moment de l'ovulation. J'apprends les sécrétions vaginales que je désirais tant oublier ; leur abondance et leur consistance deviennent les indices du déclenchement prochain de mon ovulation... Douleur sourde dans le bas du ventre (tous les copains - Pont su, ce jour où j'ai senti pour la première fois l'ovule se détacher !) Si je persiste dans cette recherche, c'est donc

qu'elle m'aide à reprendre possession de moi-même, mais aussi parce que je me sens intégrée à un ensemble plus vaste. Tous les êtres vivants ont des horloges internes qui déclenchent différentes fonctions biologiques à différents moments. La lumière est ce « pourvoyeur de rythmes biologiques », lumière de la lune, du soleil, éléments du cosmos. Et cette découverte de l'influence du cosmos sur mon organisme me passionne !... Je ne nie pas les « contraintes » de cette méthode telles que la nécessité d'une vie relativement régulière, l'« abstinence » (la non-pénétration) pendant la période qui correspond souvent à une montée du désir sexuel, la prise de température quotidienne pendant quelques mois... Mais tout cela me paraît minime... La lunaception va dans le sens d'une analyse des causes du rythme biologique de la femme pour en tirer parti au lieu d'agir inconsidérément sur le symptôme. Elle est pour moi une méthode intelligente, responsabilisante, humaine. Claire ●

« Par la suite, mes règles et mes ovulations restèrent parfaitement synchrones avec la nouvelle et pleine lune, pendant presque un an, jusqu'à ce qu'une série de troubles émotifs sérieux perturbent cet équilibre. » Six mois plus tard, toujours avec l'usage de la lampe, l'équilibre était rétabli. De nombreuses amies de Louise Lacey se mirent à sa méthode : toutes arrivèrent à régulariser leur cycle, et celles qui utilisèrent la méthode le plus longtemps réussirent à le synchroniser avec les phases lunaires.

Pour adultes

La fin du bouquin, c'est « faites l'expérience vous-même ». Louis Lacey donne un mode d'emploi très précis de sa méthode, en ne cachant pas la part de discipline qu'elle exige : mener une vie suffisamment régulière pour pouvoir consacrer cinq minutes tous les jours à la même heure : prise de la température, tracé du graphique, examen de la muqueuse vaginale, préparation de l'éclairage ou de l'obscurité... Un petit rituel personnel dont on peut profiter pour méditer, faire le point sur le vécu de la journée... Ce petit retour sur soi-même peut d'ailleurs amener à enrichir le graphique « contraception » d'autres éléments sur son état physique et mental de la journée passée. L'intérêt sexuel, l'humeur, l'activité physique, la conscience de soi, le principal sujet de préoccupation du jour... A la longue, on doit pouvoir faire des connections, des rapprochements, trouver des parallélismes entre, par exemple, l'humeur, l'intérêt sexuel et le moment du cycle... Une manière de mieux se connaître, de visualiser les rythmes cosmiques, de se vivre reliée... Ce petit rituel quotidien devrait d'ailleurs pouvoir se relâcher au bout de quelques mois, quand le cycle a pris son rythme de croisière, et ne devrait plus occuper que quelques jours par mois. A ce prix, votre période fécondable mensuelle devrait se réduire à cinq jours strictement prévisibles. Alors, cinq jours par mois d'abstinences ou de relations « extra-génitales » (ou emploi de la capote) c'est pas la mort et ça vaut peut-être le coup... « La lunaception comme méthode contraceptive comporte le même problème que les autres méthodes exigeant un effort de volonté. C'est un acte volontaire. » Effectivement. Est-ce bien un handicap ? La pilule est typiquement un de ces systèmes de sécurité mis au point par le monde moderne qui tendent à désresponsabiliser totalement l'individu, comme la sécu, l'allocation chômage, le salariat ou le fonctionnariat. La lunaception est une méthode pour adultes responsables. Et qui fournit le moyen pratique d'assumer cette responsabilité.

Epilogue

Si j'affirme cela avec une telle conviction, c'est que Louise Lacey, à travers son bouquin, m'a convaincu. Maintenant, je n'ai pas jusqu'ici d'informations directes sur le truc, par des femmes qui, en France, pratiqueraient la lunaception. Je sais que depuis quelques mois, aux Circauds, Aline et Claire s'y sont mises, l'une avec une lampe, l'autre, ayant une chambre bien orientée, en laissant simplement entrer les rayons de la lune... (L'avantage de la campagne ! Et autant de moins pour l'E.D.F. !) Je ne sais pas où elles en sont mais je pense qu'elles nous tiendront au courant. Est-il besoin d'ajouter que je serais extrêmement intéressé par tout témoignage de copines lectrices ayant pratiqué, pratiquant, ou décidées à pratiquer, la lunaception. Merci et grosses bises à toutes et à tous.

Philippe Caza. Déc. 78 ●

Lunaception, de Louise Lacey, aux Editions de L'Étincelle, Montréal, Québec. (Mais distribué en France) 24F.



Sur le terrain

13

LETRE envoyée au Percepteur de Marseille par le Comité d'Information sur l'Impôt. Extrait : «A notre époque, bien des Corps Constitués, outre le monde ouvrier, acceptent de se poser des questions sur le rôle que la société leur attribue (...) A quoi sert l'impôt? La France détient le honteux record mondial des exportations d'armes par habitant. Un bombardier prototype coûte 250 fois le traitement annuel d'un instituteur, ou 75 hôpitaux de 100 lits équipés, ou 50000 tracteurs (...) Qui paie l'impôt? Combien de Français savent que plus des 2/3 des impôts d'Etat sont payés par eux en tant que consommateurs? Les membres du Comité refusent de payer et redistribuent tout ou partie de leurs impôts, n'étant pas d'accord sur l'usage qui est fait de ce qu'ils versent à la prétendue "Collectivité Nationale"»
Tous renseignements et contacts au Comité 11, rue St Vincent de Paul 13004 Marseille.

38

VIVE LE TRAIN. Création d'une association pour la promotion de la ligne SNCF Grenoble-Veynes. Un peu partout en France les usagers des transports s'inquiètent de la dégradation des services publics, ferroviaires ou routiers. Ainsi depuis le 1er octobre 78, les autorails ont dû être ralentis sur la ligne Grenoble-Veynes faute d'un entretien suffisant de la voie. L'association demande un entretien et une réfection de la voie. L'AGV invite les usagers et amis du rail, et les défenseurs de l'environnement à soutenir son action. Cotisation annuelle 15F à envoyer au trésorier, M. Robert Cuchet, le Monestier du Percy 38930 Clelles.

42

NUCLEAIRE NON MERCI
Roanne, Salle des conférences vendredi 12 janvier 20h 30, ex-caserne Verley 12 av de Paris. Le nucléaire est-il inélectable? Avec Louis Puisseux, auteur de la «Babel nucléaire».

47

G R E S A organise un colloque exposition sur le thème de l'Energie solaire et habitat à Agen, du 5 au 10 février. (GRESA groupe de recherches sur l'énergie solaire d'Aquitaine). Mardi 6 février 79 de 14 h à 18 h journée des installateurs, Chambre des Métier 2, impasse Morère à Agen, mercredi 7 février de 9 à 18 h l'architecture solaire, journée organisée par la ville d'Agen dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lot et Garonne 52, cours Gambetta. Renseignements F. Juston-Coumat résidence les Dauphins 17, rue de Strasbourg 47000 Agen, tel 58 66 70 64.

55

MARNE ENVIRONNEMENT regroupe maintenant en une seule association sur Châlons sur Marne, Reims, Vitry le François, Epernay et Ste Menchould, le groupe de Ste Menchould, à cheval sur la Marne et la Meuse, fait fi des limites départementales pour se sentir Argonnais et apporter sa contribution à l'édifice écologique Champagne-Ardenne. Sur le coin : la chasse, l'agriculture, les barrages d'Argonne... pour ne citer que cela. Contact Marne-Environnement : Florence Cormerais 8, rue du Dr Scheitzer 51100 Reims. Contact groupe Ste Menchould Régine Coppens M.F. de Gorge le Prieur Beaulieu 55250 Seuil d'Argonne.

60

LE COMITE LARZAC Compiègne se réunira le 17 1 79 à 20 h 30 salle de justice de paix à la mairie. Appelle tous les sympathisants à le rejoindre afin de définir les modes d'actions prochains. Contact Michel Jeannerot 420 41 87 ou Marc Carrignon 5, rue de Fayol.

Alternatives

A NOUS LES ENFANTS. Nous vivons avec Bichou (7 ans 1/2) à la campagne. Il n'est pas scolarisé et nous recherchons des gens avec enfants qui seraient prêts à venir habiter dans le coin, pour rompre l'isolement. Il y a possibilité de trouver par ici des baraquas à louer pas cher. Mais serais d'accord pour loger chez nous quelqu'un le temps de chercher la maison. Pour le moment, nous avons créé des «ateliers d'enfants» fonctionnant deux jours par semaines et réunissant une vingtaine d'enfants scolarisés. Cela permet une rencontre et des échanges, mais c'est insuffisant. Nous avons pensé créer une «école parallèle» avec un minimum d'organisation. Mais cela correspond moins à notre façon de voir les choses. Nous préférons que les enfants puissent aller et venir chez les uns et les autres pour vivre avec eux, de toute façon, même pour cela, nous sommes seuls. S'il y a des gens intéressés, écrire à Livret Serge Martine Bichou, Avilliers Pierres par Vassy 14410.

L'ÉCOOP n'existe plus. Petite initiative à tous les systèmes d'information, de création, de production, l'ÉCOOP est devenue des ECOOP. Elle s'affirme comme une alternative concrète aux systèmes d'échange habituels, et vise à changer la vie dès aujourd'hui. Plus qu'une coopérative de consommation ou de production, une ECOOP est une coopérative de vie et d'activité d'intérêt écologique. Ainsi une ECOOP peut se constituer dans des secteurs aussi variés que l'alimentation, la santé, le vêtement, l'habitat, l'art, les communications, la recherche... ECOOP 163, rue du Chevaleret Paris 13ème.

Papiers

L'ESCARGOT EN BAYE. Pas de numéro dans les kiosques en janvier pour le mensuel dijonnais de contre-info. Ça ne fait rien, le plaisir est doublé dans l'attente. Si vous voulez faire connaissance «L'Escargot bayeux» BP 1244 21030 Dijon cédex.

BONNE ANNEE. Le CAVID Centre Audiovisuel International de Documentation souhaite à tous ses amis journalistes scientifiques et gens de bonne volonté et de bon vouloir une bonne année 79 au milieu des périls que nous devons surmonter (...). Le CAVID publiera un petit dossier sur le plan Orsec/Rad avec le mouvement écologique intitulé : «commentaires sur le plan Orsec-Rad ou la vie à tous risques». Pour essayer d'aider ceux que tous ces événements prévisibles vont atteindre et dépasser il va de même publier un dossier «survie» avec Ecologie Energie Survie. Le CAVID se refuse à la panicoïlogie et au désespoir mais il conseille à tous ses amis de ne pas enfouir leurs têtes dans le sable du refus de la réalité. Cavid O Cour de l'Orme 78590 Noisy. Tel 346 09 11

NUCLEAIRE. Le comité pour une alternative au nucléaire XIème, vient d'éditer un autocollant plastifié deux couleurs sur le thème de la Pollution radio-active des eaux de la Seine qui impliquerait l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent sur Seine Si vous êtes intéressés, adressez-nous vos commandes avec chèques postaux ou bancaire libellé à l'ordre de Bruno Berthelot (2,80F l'unité, et 2,20F de 10 à 99 ex., 1,80F à partir de 100). Jacques Dughera 55, rue Sedaine Paris 11ème, ou Joëlle Pennochet 46, rue du Fg du Temple Paris 11ème.

CARTES POSTALES. Les dessinateurs de presse Barbe, Escaro, Piem, Sarfati, Valat renouent avec la tradition de la carte postale utilisée comme support artistique. Ils l'utilisent comme moyen d'expression artistique. Renseignements et vente à «L'image du Grenier sur l'Eau» 9, rue Grenier sur l'Eau Paris 4ème.

VOLONTE ANARCHISTE N°6 est parue. Cette bochure a pour thème «l'anarchisme ibérique : la FAI et la CNT». Ce texte est une traduction du groupe éditeur, le groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste, paru initialement en espagnol comme supplément au journal «Espoir». Ce numéro est disponible à la Librairie Publico 3, rue Ternaux 75011 Paris 7F. Abonnement pour huit numéros 60F.

LES HOMOS PUBLIENT. Claude Courouve : «des gens de la Manchette» 78 chez l'auteur. Sur le harcèlement policier aux Tuileries entre 1720 et 1750. Pièce de théâtre inédite l'Ombre de Deschauffour, revendiquant la liberté pour les «bougres». 7,50F BP 13 75961 Paris cédex 20.
- Jean Luc Hennig : «Les Garçons de passe - Enquête sur la prostitution masculine». 78 Ed Libres Hallier.
- Paul-François Leonetti : «Je suis un homo... comme ils disent» 78 A. Lefèvre Nice Série de témoignage.
- Quand les femmes s'aiment : c'est le titre du trimestriel du Groupe de lesbiennes de Lyon. Le numéro 2 vient de paraître. On peut le commander à l'adresse suivante : Groupe de lesbiennes, centre des femmes, 13 rue Puits-Gaillot Lyon 69001, Chèques à l'ordre de B. Fayeux, 8F. Ce groupe est adhérent de l'association.

Kultur

THEATRE DE L'OPPRIME. Qui sur Lille banlieue se sent comme moi intéressé par le «théâtre» proposé par Augusto Boal, jusqu'à vouloir tenter quelque chose en ce sens, qui puisse correspondre à notre volonté de préparer notre réel? (Je n'ai aucune expérience théâtrale) Ecrire Jean Vanderhaegen 39, rue G. Slosse 59211 SANTES.

DEMANDEZ LE PROGRAMME. Du 5 au 20 janvier 20h au Centre d'Animation du Forum des Halles, tel 233 60 99, Sous le Chapiteau «Cercle Magique avec Zed Lasergraphics. tous les jours sauf dimanche et lundi, place 25F et 2PF.

L'UNION PACIFISTE présente le film l'ontemp interdit «Tu ne tueras point» alias «l'Objecteur» de Claude Autant Lara le mardi 16 janvier 79 20h30 cinéma le Flandre à Hazebrouck, débat animé par A. Lourdel Pour tous renseignements N. Plouvier rue des Fleurs 59670 Bavinchove

CONCERTS. Samedi 3 février Gabriel Yacoub, et samedi 24 février René Werneer, à la ferme de la Boissière commune de Tregunc (29 128) à 21 h, entrée 10F.

BENIN Maurice chantera à Juvisy/Orge Salle de la Terrasse le samedi 13 janvier à 21h 15F, et le dimanche 14 à 20h à Paris 27, av de Choisy 13ème (20F), ainsi que le lundi 15 et mardi 16.

LES ATELIERS DU CAFE d'Edgar reprennent cette année avec une formule nouvelle. En effet, ces ateliers répondront bien entendu dans un premier temps aux besoins d'apprendre telle ou telle technique, mais pour ne pas en rester à une pratique neutre de la technique acquise, nous essayerons, avec ceux qui le désirent de déboucher sur des projets concrets type expositions, reportages, spectacles, etc. Demandez le programme et tout renseignement 58, bd Edgar Quinet Paris 14ème. Tel 540 44 44. Premier rendez-vous avec les animateurs : semaine du 15 au 19 janvier 79 173, av du Maine Paris 14ème.

Divers

JE CHERCHE UN TRAVAIL au pair (j'ai 29 ans) nourri, logé pour 4 à 5 h de travail par jour ou bien communautés rurales qui aimeraient avoir un nouveau membre où il y aurait pas mal de choses à faire (récoltes et préparation de plantes médicinales m'intéresseraient beaucoup). Toute proposition est bien venue. Philippe Medjamer 63 bis, av Jean Guiton Porte A 17000 La Rochelle.

A VENDRE. Je vends le matériel Gestetner suivant : graveur de stencil 7000F plus duplicateur de stencils 6500F plus fournitures incluses. S'adresser à Georges Massiege Vert Brossier II les Muriers 1 13300 Salon de Provence Tel 90 53 46 44.

JE CHERCHE UN STAGE de plusieurs mois chez un éleveur traditionnel de chèbres ou moutons de préférence, pour apprendre le métier sérieusement, à partir d'avril. Ecrire à : Béatrix Jamoteau 36, rue du Ponceau 53000 Laval.

APICULTEUR cherche débouchés pour sa production de pain d'épices biologique. Tel 61 65 25 63.

Jean-Paul Xiberas Burret 09000 Foix

MERCI suite à l'annonce demandant stagiaire élevage caprin, parue dans la GO 241, avons reçu beaucoup très gentilles lettres. Impossible répondre tout le monde, ... pas se vexer. Maria 24510 Ste Alvère.

LA MARGE coopérative de produits biologiques. L'Association Communautaire Savoyarde La Marge organise une soirée-débat le mercredi 24 janvier 1979 à 20 h 30 dans la grande salle des Allobroges à Chambéry. Ce débat sur les énergies douces a lieu à l'occasion de la sortie du livre de Jean Scheider «L'énergie Eolienne» édité par La Marge.

L'ASSOCIATION pour l'Aide au Retour Créateur des Travailleurs Africains (AARCTA) s'est constituée à Paris sous la présidence de monsieur François Béanger. Du fait de l'aggravation des conditions de vie et de travail en France, la préoccupation du retour est de plus en plus vivante dans l'immigration. L'AARCTA organise le 13 janvier à la Mutualité un spectacle avec Claude Nougaro, Pierre Ackendengue et les Ballets-Théâtre Lemba, soutenu par l'hebdomadaire «la Vie». Le soutien et la participation à ce gala concernent tous ceux qui, comme nous, veulent de cette façon prolonger la lutte contre le racisme et la surexploitation dont sont victimes les travailleurs immigrés en France. Pour tous contacts AARCTA BP 27 760006 Paris. Billet en vente aux 3 Fnacs, Librairie Carabosse, Thiers Mythe, Olympic entrepôt, 14 juillet, Mutualité.

CHERCHE contacts avec d'autres associations de travailleurs sociaux en France ou sur l'Europe, car j'aimerais saisir quelle est la situation au niveau européen. Je suis objecteur de conscience et demande aussi des contacts. Merci. Toni Pra Palou i Coll 14-2ème Palma de Mallorca.

insurgés

Troisième exportateur mondial d'armements, premier rang pour les ventes d'armes par habitant : tel est l'un des plus beaux fleurons de la France giscardienne. Parmi les dictateurs bénéficiaires de ces ventes, l'Argentine, qui multiplie sans cesse la demande depuis le coup d'Etat du 24 mars 76.

A l'arsenal de Lorient, un navire de guerre doit prochainement être livré à l'Argentine. Il s'agit d'un navire de type Aviso 69, modèle Estienne d'Orves baptisé «Le Hénauff». La date prévue d'armement était mars-avril 79, mais il y a de fortes raisons de penser que la livraison aura lieu plus tôt que prévu. Il n'y a pas de hasard au fait que, contrairement à la majorité des autres pays d'Amérique latine, l'armée argentine entretient des liens privilégiés avec les militaires européens, et surtout français, qui lui ont apporté leur expérience du Vietnam et de l'Algérie.

A l'intérieur du territoire, l'armée n'hésite pas à supprimer, par l'extension du camp du Larzac, 1,5 milliard de centimes de chiffre d'affaire global du commerce global et régional, sacrifiant une région frappée de plein fouet par le «problème de l'emploi», comme celle de Millau, et chasser à court ou long terme 165 cultivateurs de leur terre. La force doit primer. Le droit et la discipline font la force principale des armées. Ainsi, les règles du militarisme sous le para-secretaire de la guerre Bigeard restent toujours en vigueur.

L'armée, c'est aussi son budget 79 et ses réfractaires...

Le budget de l'Etat pour 1979 a été arrêté, on le sait maintenant, à 459 milliards de francs, en augmentation de 61 milliards par rapport à 1978. Environ 17% de ce budget national sont consacrés aux dépenses militaires, soit un peu plus de 77 milliards, au lieu de 66,7 milliards en 1978.

Cette progression des crédits pour les années 1977 à 1982 entre dans le cadre de la «loi de programmation» du 19 juin 1976 qui prévoit de consacrer à sa sécurité une masse d'environ 500 milliards de francs, répartis ainsi. Pour 1977, 58 milliards. 1978 : 66,4 milliards. 1979 : 76,1 milliards. 1980 : 87,2 milliards. 1981 : 99,9 milliards et en 1982 : 114,5 milliards de francs. Le processus employé consiste à augmenter régulièrement le pourcentage des crédits militaires vis à vis du budget de l'Etat. Ainsi, de près de 17% aujourd'hui, il doit arriver à 20% en 1982, en fin de programmation.

Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes, si le citoyen Bourges Yvon, Ministre de la Défense, ne partait à la chasse aux insurgés en s'écriant, lors d'un discours à l'Assemblée Nationale, le 7 novembre dernier : «J'évoquais les dangers de l'entreprise antimilitariste. Pour isolée qu'elle soit dans le pays, elle cherche à créer et à exploiter des difficultés, s'efforçant de présenter des thèmes qu'elle espère susceptibles de recueillir un écho parce que leur objet réel n'en est pas avoué. On voit même dans quelques esprits s'établir une confusion dangereuse qu'il est de mon devoir de dénoncer, car elle met en cause non seulement l'avenir de la France mais les fondements même du civisme et de la République. L'insoumission et la désertion ne sont pas des délits d'opinion, mais une atteinte grave au devoir essentiel des Français vis-à-vis de la patrie et un manquement inadmissible aux lois républicaines... Parmi ceux qui se font les défenseurs intransigeants de la conscription au nom du respect dû aux principes qui sont les fondements de la République, il en est qui réclament pour l'insoumission, pour le déserteur, une indulgence d'autant moins compréhensible qu'elle va à l'encontre de leurs convictions affichées. Je dénonce l'extrême confusion de pensée que révèle l'affirmation que la conscription est et doit demeurer la base de notre système de défense, et l'approbation voire le concours apporté simultanément à ceux qui s'y dérobent.»

Ainsi donc, de la bouche de ce cher Yvon, il faudrait passer sous silence le génocide du peuple argentin, le colonialisme français en Afrique, renier ces 2500 jeunes en situation irrégulière qui refusent les différents aspects de la militarisation des sociétés actuelles, de ces jeunes qui préconisent un refus quotidien de

l'avalissement et de la normalisation de l'esprit humain, pour enfin entrer dans le rang patriotique, celui du bon choix pour la France. Merci bien! La France, Yvon, c'est peut-être pas ce qu'il y a de plus grand, mais c'est pas ce qu'il y a de meilleur non plus, j'entends, la France, telle que vous la gouvernez, bien sûr.

«Ne faites jamais rien contre votre conscience même si c'est l'Etat qui vous le demande», disait Einstein. Dominico Colamarino (Lille), insoumis en grève de la faim depuis le 17 novembre, Alain Pinochet (Rennes), Jérôme Fay (Sathonay), Dominique Arthan (Fresnes), Christophe Marquis (Metz), Etienne Roche (Lyon) en grève de la faim depuis le 11 décembre, Hubert Germain (Gradi-gnan), et bien d'autres encore, sont victimes de la fureur de ceux qui croient aveuglément en leur idole, l'idole armée, contre ceux qui, parce qu'ils refusent d'adorer cette idole, leur donnent l'impression d'être des blasphémateurs dangereux pour l'ordre établi. Victimes également d'une justice où l'armée est à la fois juge et partie, une justice où le parquet militaire est le seul maître des poursuites, une justice où il n'y a pas de voie d'appel. Que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, la justice militaire s'exerce quasiment en secret, à l'inverse de l'insoumission qui, elle, est l'expression d'une conscience.

Le choix de l'insoumission est d'une part et avant tout, un choix individuel. C'est cette conscience individuelle qui détermine la manière d'exprimer son opposition au service national. Mais l'insoumission (comme l'objection) peut aussi devenir un acte politique surtout lorsqu'elle crée une certaine dynamique autour des revendications anti-guerrières et antimilitaristes d'un certain nombre de personnes, tels les renouveaux de livrets militaires, solidaires par leur geste des insoumis et des objecteurs.

Ainsi, par une stratégie de guérilla, les militants de la désobéissance civile assègent à coups de livrets militaires la citadelle du droit dans laquelle l'ennemi s'est retranché. Aujourd'hui, c'est par centaines que des jeunes et des moins jeunes retournent au Ministère de la Défense Nationale tout ce qui a rapport avec l'armée. Cela peut se faire à titre temporaire ou définitif. A titre temporaire, par exemple en disant que vous n'accepterez de reprendre vos papiers que lorsque l'extension du camp du Larzac aura été abandonnée. A titre définitif, en demandant en même temps à bénéficier du statut d'objecteur de conscience.

L'histoire des objecteurs, elle, est jalonnée de luttes : depuis l'obtention du statu en 1963, les objecteurs ont eu sans cesse à se battre contre des tentatives de récupération. En 1965-67, ils luttent contre les affectations autoritaires (au camp de pompiers du Var, puis dans les hôpitaux). En 68-69 contre la justice militaire dont relevaient alors les objecteurs. Les luttes permirent d'obtenir un statut le moins restrictif possible (ceci de 68 à 72) mais également de populariser des thèmes antimilitaristes, tel le rôle intérieur de l'armée les ventes d'armes. De 68 à 72, le nombre croissant de la politisation des demandes de statut amènent le gouvernement à reprendre la situation en main par le décret dit «de Brégonçon». Face à cette tentative de récupération, les objecteurs essayent de se regrouper (plusieurs AG d'objecteurs ont eu lieu) et décident de s'insoumettre. Le mouvement d'insoumission s'amplifie peu à peu, mais l'organisation de la lutte, surtout face aux procès, périclète.

Je voudrais conclure ici, en pensant aux copains, Dominico Colamarino, Alain Pinochet, Jérôme Fay, Dominique Arthan, Christophe Marquis, Etienne Roche, Hubert Germain et tous les autres, en leur disant qu'ici, on ne les perd pas de vue, dans leur honorable chambre à gaz de Metz ou d'ailleurs, et ceux qui attendent dans la cuisine à bistouris et à scalpels, des émules de Freud, une éventuelle réforme. A tous ces jeunes idéalistes qui se mutilent la santé dans l'indifférence quasi générale, nous apportons notre soutien total. A nos lecteurs, nous rappelons que la «Chronique des Insurgés», dans nos pages «Sur le Terrain», se veut l'écho d'une lutte quotidienne, d'un cri qui n'attend que le vôtre.

Mandrin ●

Mais un petit village

Il y a peu, la municipalité d'Equedreville prenait un arrêté que la COGEMA a du mal à digérer. Ne voilà-t-il pas que «noyauté» par des antinucléaires irresponsables la dite municipalité introduisait dans les rouages un petit grain de sable inattendu : l'interdiction aux convois exceptionnels de traverser le territoire de la commune. Tout près de la Hague... La réaction de la COGEMA ne s'est pas faite attendre. Sa «note d'information» en dit long sur le peu de cas qu'elle fait des élus...

«Le projet d'interdiction de circulation de convois exceptionnels sur le territoire de la commune, pris par la municipalité d'Equedreville, constitue une nouvelle menace contre le libre exercice et le développement normal des activités de l'Etablissement de La Hague.

En effet les châteaux de combustibles irradiés UNGG et Eau Ordinaire de plus de 55 T ne peuvent être transportés sur de grandes distances que par voie ferrée et de ce fait doivent obligatoirement être amenés pour être transférés sur remorque routière dans notre terminal rail-route situé à Equedreville.

La décision prise par les élus d'Equedreville, si elle devait être suivie d'effet, pourrait signifier à court terme une asphyxie partielle de notre entreprise avec les conséquences que cela pourrait avoir à la fois sur l'emploi à La Hague et même sur la production d'électricité dans les centrales nucléaires de l'EDF.

Bien entendu, la Direction de la COGEMA continuera à tout mettre en œuvre pour faire échec aux initiatives irresponsables de groupes antinucléaires de la région qui ont hélas fini par investir même certaines municipalités de la Communauté Urbaine, et pour cela poursuivra sa politique en matière de transport visant :

- à court terme, à continuer légalement le terminal d'Equedreville et à empêcher par les moyens réglementaires, la mise en application de tous les arrêtés municipaux d'interdiction de circulation qui pourraient être pris localement;

- à moyen terme, d'effectuer le transfert en dehors de la zone urbaine du terminal rail-route, afin d'éviter la traversée de l'agglomération par les transports routiers lourds

A noter que ce projet étudié depuis le début 1978 a été présenté au Député Maire de Cherbourg dès le 27-06-78;

- à plus long terme, de hâter dans la mesure du possible la réalisation du projet de raccordement ferroviaire de l'Etablissement de La Hague étudié depuis 1967.

Quoiqu'il en soit, cette affaire met une fois de plus en évidence le fait que quelques élus locaux se soucient fort peu, en fait, des conséquences économiques et sociales que peuvent avoir certaines de leurs décisions, en particulier vis à vis des travailleurs de l'Etablissement de La Hague qui sont pourtant des habitants des communes de l'agglomération.

Le Directeur de la COGEMA
M. Delange

Le soleil commercialisé en Israël

En revanche, une entreprise israélienne envisage de commercialiser l'énergie proche des turbines solaires, selon l'«International Herald Tribune». Les prix seraient même «avantageux».

L'entreprise israélienne est spécialisée depuis 12 ans dans des turbo-générateurs compatibles avec des systèmes utilisant l'énergie solaire. En Israël, ces turbines sont connectées avec des «étangs» solaires, masse d'eau salée où une mince couche d'eau douce est portée à des températures proches de celle de l'ébullition. Il s'agit là d'un phénomène naturel. Mais l'intérêt de l'expérience est qu'il peut être reproduit artificiellement en citerne.

On alimente ainsi en électricité un village de pêcheurs de plusieurs centaines d'habitants. On envisage également de couvrir les besoins d'un hôtel de 200 chambres à Sodome sur la Mer Morte.

Information tirée de «La Presse Economique»

De grève à rêve...

3 novembre : Aujourd'hui c'est grève. On attendait cette journée avec impatience. On s'y est bien préparé dans notre bloc. Hier soir on a sorti les poubelles. Mais bien plus que d'habitude. On en a rajouté ! Par solidarité avec les grévistes, on s'est pris un bon moment hier, et on a fait le tri.

«Ça, finalement, on pourrait le jeter, pourquoi le garder ?» Les vieux papiers, les trucs qui traînaient, qu'on gardait, on ne sait pas pourquoi, tout ça, en bas du bloc, c'est impressionnant, les voisins ont fait pareil ; il y a un sacré tas.

5 heures du matin ; on est là, à côté de notre montage d'ordures. Avec un peu de chance, ils ont fait pareil dans les autres blocs.

Les voilà ; les éboueurs arrivent. Ils n'ont pas laissé un seul véhicule au garage. Ils ont même pris les camions de l'entretien de la ville. **Ils sont tous là, même ceux qui ont aujourd'hui leur jour de congé. C'est que c'est pas une grève comme les autres ; et nos ordures, ils en ont besoin pour gagner !**

Vous vous rendez compte : le courrier est trié et acheminé à l'œil. Leur grève, c'est de travailler gratuitement à leur rythme en aidant les usagers et en bloquant l'Etat.

C'est la première fois que le téléphone est gratuit, tout le monde a un peu tendance à en profiter. Aujourd'hui c'est la grève. Seul le public peut téléphoner. Les services publics doivent se débrouiller avec leurs propres moyens. D'ailleurs, aujourd'hui, des préposés, et même des gens qui n'ont rien à voir avec la poste sont venus filer un coup de main aux standardistes. C'est vrai qu'un service public, ça devait être gratuit. **Les standardistes assurent les communications téléphoniques gratuitement, au lieu de gêner les usagers, elles les aident.** Le matin, à 7 heures, la plupart des gens ont emmené leurs gamins à l'école. Pas mal y sont restés avec eux. Pour une fois qu'ils rentrent dans une école pour autre chose que s'entendre dire que «ça ne va pas du tout». Pas mal d'enseignants sont là. De grosses discussions ont lieu. On va téléphoner pour essayer d'avoir des bus.

D'habitude une école en grève, c'est une école vide. C'est des parents qui se retrouvent bloqués pour la journée avec des gamins, qu'ils soient en grève ou pas, il faut qu'ils s'en occupent. Allez occuper votre usine après ça, c'est pas toujours facile. **Les salles vides trois jours sur quatre servent à tout le**

eux, les cheminots ont choisi de les transporter gratuitement.

Un groupe de cheminots propose des places pour Sochaux. Ils vont voir le bain. Mais aujourd'hui, le bain va nous servir. **Les gars de l'EDF ont coupé l'électricité à toutes les usines. Ils ne l'ont laissé que pour les particuliers.** IL restait Peugeot. Là, coupure ou pas, ils ont de l'électricité avec leur turbine à gaz. Autant s'en servir.

Bien sûr les chaînes sont arrêtées, mais pas mal de gars de l'entretien et de la mécanique sont restés. Ils passent les commandes...

Enfin, tout le monde ou presque s'en va, direction la mairie. Quand ils arrivent, il y a déjà un bon tas d'ordures devant la porte. «Ben quoi, ils n'ont pas voulu nous accorder les 30 heures, alors on commence le déversement des ordures ici, devant la mairie, et tous les jours, jusqu'à ce que l'on gagne...»

La grève a cessé de faire rêver... Mais le rêve pourrait la faire sortir de son ron-ron. Le texte ci-dessus n'est - hélas - que de la fiction élaborée par de doux rêveurs qui estiment qu'employée avec intelligence, la grève pourrait devenir «révolutionnaire».

Extrait de «La Cochenille»
Texte envoyé par des lecteurs de Giromagny (90)



Les Circauds

20/21 janvier : Stage danse folk

Les danses proposées seront celles d'un répertoire de bal-folk (bourrées, scottish, valse, polka, mazurka, rondeau, branle, etc.). Ce stage est réservé plus particulièrement aux débutants, mais on a toujours quelque chose à apprendre...

Participation : 70F. Arrhes : 30F à l'inscription.

27 au 31 janvier : Stage de bioénergie

Participation : 500F. Arrhes : 100F.

10/11 février : Stage guitare.

Plusieurs rencontres sont prévues. La première se ferait à partir de la mise en pratique collective d'éléments théoriques d'harmonisation (un travail du rythme - corporel - sera la base de notre approche collective), à plusieurs guitares, plusieurs voix, sur des thèmes musicaux très simples (avec Olivier Lataste).

Participation : 150F. Arrhes : 50F.

14/15/16 février : Stage de bioénergie

Participation : 300F. Arrhes : 100F.

17 au 21 février : Stage musical

Stage musical pour tous basé sur le développement de nos facultés d'écoute (réceptivité), à partir d'un travail de relaxation du corps, et celui de la créativité de chacun. Travail de groupe structuré et improvisé où Dame Musique ouvre enfin ses portes (relation avec le corps, le geste, les rythmes, souffles, relations oreille-voix, approches instrumentales, initiation à l'écoute de musique de cultures diverses). (avec Eric Levasseur).

Participation : 250F. Arrhes : 100F.

22 au 25 février : Stage de bioénergie

Participation : 400F. Arrhes : 100F.

Inscriptions et renseignements :
Centre de rencontres «Les Circauds»,
Oyé, 71 610 St Julien de Civry. Tél. :
(85) 25.82.89

monde. Les parents peuvent choisir : être avec des gamins ou être ailleurs, dans la grève.

Dans les groupes, chacun s'est décidé. On attend les cars. Les chauffeurs de l'entreprise locale viennent nous chercher et nous emmènent. On nous attend à la poste, au standard, à la voirie, à la télé régionale.

Mais il y a un groupe qui reste là. Il y a là un éboueur qui parle de son accident de travail, et puis des gars de la Société Française de Production, qui voudrait bien tout poser dans un coin et s'y mettre avec les autres, mais il faut quand même filmer un minimum pour que ceux qui ne sont pas là voient aussi. Pour ça, la vidéo, c'est pratique.

Ils passeront aujourd'hui à la télé toutes les choses intéressantes qu'ils auront vues un peu partout. Ce soir, au lieu de s'emmerder devant un poste vide, ou avec un film creux, on verra tout ce qui s'est fait un peu partout.

Pour les cars, on n'aura que l'essence à payer avec l'argent de la coopérative. **Les chauffeurs sont en grève. Alors sans demander l'avis de leurs patrons, ils ont pris des cars et sont prêts à nous emmener gratuitement.**

Même chose pour les roulants et les contrôleurs en grève, le train est gratuit. **Plutôt que de bloquer tous les gens chez**

79, l'année du morveux

Pour l'ONU, 79 sera l'année de l'enfant. Mais quel enfant? Un peu de précision, s'il vous plaît, messieurs les baptiseurs d'années! L'enfant est un terme générique assez vague, sujet à des variations sinusoidales de grande ampleur. Il convient donc de le mesurer. Nous emploierons à cet effet l'instrument de mesure universel : l'argent. On mesure l'enfant aux investissements financiers que sa gestation nécessite. Car si la procréation elle-même est généralement soumise à des stimuli irraisonnés, d'ordre affectif, camouflés derrière l'amour mielleux de la tête blonde,

aussitôt jeté à la décharge (trois à la minute). Les généticiens dépendent des sommes importantes pour mettre en relation un spermatozoïde folâtre et un ovule hermétique, le tout en spectacle télévisé couleur, pendant que les chaînes ovariennes du tiers-monde surproduisent de l'enfant manufacturé directement retiré du marché sans examen sérieux de ses potentialités. D'un côté l'enfant qui déroule son papier-cul sur les publicités, l'enfant bébé qui a besoin d'un shampoing doux et d'une couche-poreuse, sinon gare à ses fesses rouges qui feront rougir la maman honteuse, de l'autre, l'enfant-UNICEF bavotant les grains,

ge inégal entre les hémisphères. Année de l'enfant, ça mange pas de pain, c'est du flou artistique distingué, c'est mieux qu'année du transfert généralisé des budgets de l'armement à la nourriture des enfants pauvres (trop long, incompréhensible pour le grand public). Va pour l'année de l'enfant!

La France a choisi dans ce vivre intellectuel un thème de réflexion particulièrement élevé. C'est : «comment répondre aux besoins d'épanouissement, d'autonomie et de sécurité des enfants...», hélas terni par une chute malencontreuse : «...pendant les nombreuses heures où ils ne sont pas en

Notre journal, désireux de soutenir les efforts intellectuels de l'Etat français giscardien, se devait de contribuer à l'année de l'enfant. Voici donc notre réponse : en ne faisant pas d'enfant. Explication : il fut un temps déraisonnable où les adultes de retour de la guerre se mettaient en devoir patriotique de repeupler les cimetières en faisant des enfants. Ce temps n'est plus. Debré peut pleurer dans le «*Monde*», il n'y changera rien. C'est pas demain la veille que Mesrine attaquera une banque du sperme. Un enfant d'accord : ça remplit le living. Deux, à la rigueur, pour les allocs. Trois, pas question, faudrait

ner sa chance au gosse du Bengale. Elle prend la pilule pour se tranquilliser les sports d'hiver. On a la France qu'on mérite.

Pour revaloriser la ponte, nos maîtres devront trouver mieux. Intéresser par exemple les salariés des plumards aux bénéfices de l'entreprise. C'est la campagne : faites un troisième enfant, il vous paiera votre retraite. Après l'enfant-Ogino, l'enfant-Vatican, l'enfant-Stérilet et l'enfant-lunapaction, voici qu'arrive l'enfant-Docteur Gibeau, le réconfort des sexagénaires. Il était temps que l'enfant à qui nous donnons la vie, nous rendit les intérêts, après



l'enfant sort de son trou pour entrer aussitôt dans un univers marchand, quantifiable et mesurable. L'enfant est une denrée soumise aux lois du marché : il se stocke dans les maternelles, acquiert une plus-value à l'école, se fait rectifier à l'armée et coter en bourse à l'usine où les investissements de base commencent à être amortis.

Il n'échappe pas au gaspillage. C'est ainsi que les experts notent une disparité gigantesque entre le bébé-éprouvette, produit très sophistiqué de notre hémisphère sentimental, et le légume (sec) humain du sud de la terre, aussitôt né,

de riz que la charité chrétienne lui envoie, et le lait concentré Nestlé, pur cadeau des laitières suisses.

Ainsi, il appert de cet examen liminaire que la variété infinie des enfants et les différences de couveuses nous autorisent à distinguer l'enfant à la barboteuse cousue d'or, BEBE, le dieu-bébé, et l'enfant-mouche à merde, RIEN.

Si l'ONU a décrété 79 année de l'enfant, c'est certainement pour nous faire honte, à nous, les parents de bébé, à nous dont le train de vie, quoiqu'écorné par la crise, ballonne le ventre de l'enfant-rien, conséquence de l'échan-

classe». La France sera toujours la France. Les ailes de géant de son pragmatisme cartésien l'empêchent de voler haut. Allons donc pour le « pendant qu'ils ne sont pas en classe ». Mais précisons : pendant qu'ils traînent dans les jupes de leur mère et ennuient papa devant sa télé. Ainsi débuse l'intention voilée de leurs promoteurs français, l'année de l'enfant devient : comment attacher discrètement les enfants au radiateur sans qu'ils se brûlent et que leurs cris n'alertent les voisins.

France, pays-phare de la pensée humaine.

prendre un break. Les belles-mêmes étant ce qu'elles sont devenues, au frais dans leurs maisons du troisième âge, les enfants nous gâtent la vie. Debré se heurte aux contradictions internes du capitalisme : il a passé sa vie à construire une société frileuse de petits bourgeois égoïstes, clients-rois, chers usagers, et voilà que ses enfants poussent cette logique à son terme et refusent d'accumuler une marchandise enfantine aux dividendes improbables, et aux emmerdes immédiats certains. Si la France vieillit, c'est dans sa tête, dans son cœur. La France ne refuse pas de procréer pour don-

amortissements, de cette mise de fonds. L'état a touché la corde sensible : plus d'exhortations nationalistes, d'appels génétiques à la conservation de l'espèce. Du concret : le gosse est un placement. N'investissez plus seulement dans la pierre, investissez dans la chair humaine, la vôtre, le portrait tout craché qui se bonifie avec l'âge comme une rente Pinay.

Car c'est ainsi qu'on donne aux peuples ce supplément d'âme qui fait les grandes nations et saura s'opposer au grouillement familial des byzantino-huileux.

Arthur ●